

SOMMET SUR L'ÉDUCATION EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET D'ÉCOCITOYENNETÉ AU QUÉBEC

Quel.le.s citoyen.ne.s pour quel monde ?
23-24 mars 2017

Mobiliser les acteurs du changement

RAPPORT
Septembre 2017



TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉSENTATION DU SOMMET	1
1.1.	Participants et participantes	1
1.2.	Webdiffusion.....	2
1.3.	Participation par écrit	2
2.	OBJECTIFS DU SOMMET	2
3.	Élaborer un plan d’action pour la mise en œuvre de cette Stratégie par les instances ministérielles.	2
3.1.	Vers une Stratégie nationale d’éducation en matière d’environnement et d’écocitoyenneté	4
3.2.	Panel: Éducation, environnement et écocitoyenneté.....	5
3.2.1.	Quelles priorités contemporaines?	5
3.2.2.	Qu’en est-il des pratiques en milieu formel et non formel? Quels enjeux?.....	8
3.2.3.	Quels leviers?.....	12
3.2.4.	Enjeux de communication et de suivi autour de la Stratégie	14
3.3.	Éléments de résultats de trois recherches.....	16
3.4.	Ateliers de discussion sur une première version de <i>Stratégie nationale</i>	16
3.5.	Éléments de Stratégie priorisés (tableau).....	19
3.5.1.	Quels éléments pour une proposition de <i>Stratégie nationale</i> (Quoi) ?	19
3.5.2.	Quels arguments appuient la pertinence d’une telle proposition de <i>Stratégie nationale (Pourquoi)</i> ?.....	23
3.6.	Synthèse et mot de clôture.....	23
4.	CONSULTATION ÉCRITE	25
4.1.	Idées principales	25
4.2.	Éléments émergents	26
5.	OBSERVATIONS.....	30
5.1.	Ajouts suggérés à la proposition de Stratégie nationale	30
5.2.	Autres éléments observés.....	32
6.	LISTE DES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS	35
7.	SUVIS ANNONCÉS	39
8.	ANNEXES.....	40
	Annexe 1.....	40
	Annexe 2.....	44

1. PRÉSENTATION DU SOMMET

En partenariat avec plusieurs organisations du milieu de l'éducation, le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'UQAM a organisé un Sommet sur l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec, les 23 et 24 mars 2017. Cet événement a eu lieu 25 ans après les premiers États généraux de l'éducation et de la formation relatives à l'environnement (1991), un moment charnière qui avait alors donné un bel élan aux acteurs de ce domaine.

Le rapport des personnes et de nos sociétés à l'environnement – cette matrice du « vivre ensemble » – apparaît plus que jamais comme un enjeu crucial de notre époque et le monde de l'éducation ne cesse d'être interpellé au premier plan : il s'agit là d'une responsabilité de nature éthique et politique.

Certes, il y a eu des avancées en ce domaine, dues en grande partie au travail des organisations de la « société éducative » qui œuvrent dans différents secteurs et qui accompagnent l'école dans cette mission. Malheureusement, le soutien politique et les possibilités de financement de ces initiatives n'ont cessé de diminuer au fil des années. Plusieurs organisations non gouvernementales et diverses structures de soutien mises en place depuis les États généraux de 1991 ont vu leurs moyens d'action diminuer ou ont progressivement disparu.

Par ailleurs, le curriculum formel de l'école québécoise n'intègre que trop timidement des éléments d'éducation relative à l'environnement. Au collège et à l'université, la formation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté est nettement insuffisante et la dimension socio-écologique est fort peu intégrée dans les divers programmes, qui sont pourtant concernés. En particulier, la formation des enseignants est inadéquate en ce qui a trait aux dimensions transversales du curriculum, et quasi inexistantes en ce qui concerne le rapport aux réalités socio-écologiques du milieu de vie. Pourtant, la recherche et l'expérience montrent que l'ancrage et les diverses formes d'engagement des jeunes dans leur environnement, leur milieu de vie, sont une très grande source de motivation qui favorise leur réussite au sein d'une école où se forge une société qui apprend à mieux relever les défis de notre monde contemporain. Il y a certes lieu de changer les choses sous divers angles. Les travaux de ce Sommet visent à y contribuer.

1.1. Participants et participantes

Le Sommet a permis de regrouper plus de 80 acteurs de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec afin de dresser un portrait de ce champ d'action éducative et de penser collectivement à ce que nous voudrions recommander au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, et au

ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, pour contribuer à un effort éducatif concerté. Ces personnes œuvrent au sein des ministères, du milieu scolaire, collégial et universitaire (formation et recherche), des organismes parapublics et des ONG engagées en éducation, des organisations syndicales et autres structures impliquées dans le champ. Également, des étudiants et des citoyens préoccupés par les questions d'éducation, d'environnement et d'écocitoyenneté ont pris part aux échanges.

1.2. Webdiffusion

Pendant toute la durée du Sommet, une webdiffusion a permis à toute personne intéressée de suivre en direct les présentations, tables rondes et discussions du Sommet. Par ailleurs, l'ensemble des vidéos captées sont également disponibles en ligne sur le site du Sommet : centrere.uqam.ca/sommeteducationenvironnement

1.3. Participation par écrit

Toute personne ou organisation, présente au Sommet ou non, désirant participer à la réflexion qui mènera à une proposition de *Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté* a pu le faire par écrit en utilisant le gabarit de consultation. Il était également possible de rédiger une autre forme de mémoire en fournissant au minimum les renseignements généraux requis. Il s'agissait de faire parvenir le document avant le 22 avril 2017 à l'adresse suivante : centre.ere@uqam.ca

2. OBJECTIFS DU SOMMET

- Réaliser un portrait collectif de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec;
 - Construire un argumentaire collectif pour promouvoir le déploiement de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté dans les différentes sphères de la société éducative, en particulier en milieu scolaire;
 - Construire et valider une proposition de Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté, sollicitant en particulier l'engagement des ministères de l'Éducation (MÉES) et de l'Environnement (MDDELCC);
3. Élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de cette Stratégie par les instances ministérielles.

PROGRAMME

Jeudi 23 mars 2017		
8 h 45	Accueil	Café et viennoiseries
9 h 15	Mots de bienvenue et rappel des objectifs du Sommet	Charles-Mathieu Brunelle – Espace pour la vie Lucie Sauvé – Centr'ERE
9 h 45	Présentation d'une version de travail de la Stratégie nationale - que les travaux du Sommet ont pour but de discuter, de valider, de compléter.	Jean Robitaille – CSQ Carole Marcoux – CSDM
10 h 15	Pause	
10 h 30	Premier panel : Éducation, environnement, écocitoyenneté : quelles priorités contemporaines? Animation : Carine Villemagne – Université de Sherbrooke	André Beauchamp – Éthicien, Initiateur du Service d'éducation relative à l'environnement (MENVIQ, 1979) Camil Bouchard – Auteur de l'ouvrage <i>Un Québec fou de ses enfants</i> Laure Waridel – Co-fondatrice d'Équiterre Gabriel-Nadeau Dubois – « <i>Faut qu'on se parle</i> »
11 h 45	Échange avec les participants	
12 h 30	Dîner	Projet Sol Animation : Gabrielle Normand – GUEPE et AQIP
13 h 30	Présentation d'un historique de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec Discussion et validation collective	Hugue Asselin – Centr'ERE Lucie Sauvé – Centr'ERE
14 h 15	Présentation d'un répertoire des initiatives structurantes au Québec Échange avec les participants	Virginie Boelen – Centr'ERE Martine Chatelain – Eau Secours
14 h 45	Pause	
15 h 00	Deuxième panel : Éducation, environnement, écocitoyenneté : Qu'en est-il des pratiques en milieu formel et non formel? Quels enjeux? Animation : Natasha Blanchet-Cohen – Université Concordia	Éric Richard – Amis de la Montagne Carole Marcoux – CSDM Patrick Charland – UQAM Francine Lalande – MDDELCC
16 h 00	Échange avec les participants	
16 h 15	Troisième panel : <i>Éducation, environnement, écocitoyenneté : Quels leviers?</i> Animation : Benoît Mercille – Fondation Monique-Fitz-Back	Gabrielle Normand – GUEPE et AQIP Colleen Thorpe – Équiterre Jean Robitaille – EVB-CSQ Yves Paris – Biodôme
17 h 00	Échange avec les participants	
17 h 15	Synthèse de la journée et mot de la fin	Jean Robitaille – CSQ Lucie Sauvé – Centr'ERE
17 h 30	Mot du 6 ^e Forum Planèt'ERE, cocktail et visite des coulisses du Biodôme	

Vendredi 24 mars 2017		
8 h 30	Accueil et mots d'ouverture	Lucie Sauvé, Centr'ERE
9 h 00	Éléments de politiques nationales dans divers pays : <i>quelles sources d'inspiration ?</i>	Jérôme Lafitte – Centr'ERE Lucie Sauvé – Centr'ERE
9 h 30	Ateliers de discussion sur une première version de <i>Stratégie nationale</i> Animation : Carole Marcoux, CSDM	Jacqueline Romano-Toramanian – AREQ Éric Richard – Amis de la Montagne Colleen Thorpe – Équiterre Isabelle Grégoire – AQSSS, EOY et FFMP Martine Chatelain – Eau Secours Carine Villemagne – U. de Sherbrooke Félix Lebrun-Paré – Centr'ERE Marie- Odile Noël – Biodôme
10 h 40	Plénière	Carole Marcoux – CSDM
11 h 15	Quatrième panel : Enjeux de communication et de suivi autour de la Stratégie Animation : Mario Beauchemin – CSQ	Sydney Ribaux – Équiterre Dominique Vézina – INM Matthew Chapman – Action climat
12 h 00	Discussion collective	
12 h 15	Conclusion	André Beauchamp – Éthicien, Initiateur du Service d'éducation relative à l'environnement (MENVIQ, 1979)
12 h 30	Clôture du Sommet	Jean Robitaille – CSQ Lucie Sauvé – Centr'ERE

3.1. Vers une Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté

Une proposition d'éléments pour une *Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec* résulte des travaux de notre collectif d'acteurs provenant de divers milieux d'éducation formelle et non formelle, soucieux de promouvoir le rôle de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec.

Ensemble, nous avons cerné les éléments d'une problématique et identifié les caractéristiques et les principes d'une éducation contemporaine apte à relever les défis socio-écologiques de notre temps; nous avons reconnu les freins et les lacunes à cet effet et formulé les éléments d'une stratégie permettant de déployer de façon adéquate cette dimension essentielle de l'éducation dans les divers milieux d'action éducative, soit le milieu scolaire et les autres contextes de formation et d'éducation intervenant auprès de différents publics dont ceux du secteur de l'éducation non formelle (parcs, musées, centres d'interprétation, ONG, associations, etc.).

Une version de travail (version complète et version de synthèse) a été mise à la disposition des participants et participantes avant le Sommet.

3.2. Panels: Éducation, environnement et écocitoyenneté

Quatre panels de discussions ont été organisés pour contribuer à la réflexion collective. Les vidéos et diaporamas des présentations ont été rendus accessibles à l'adresse suivante : <https://centrere.uqam.ca/sommeteducationenvironnement/>

3.2.1. Quelles priorités contemporaines?

Animation : Carine Villemagne – Université de Sherbrooke

André Beauchamp – Éthicien, Initiateur du Service d'éducation relative à l'environnement (MENVIQ, 1979)

Texte intégral de la présentation disponible en annexe.

Monsieur Beauchamp a rappelé des jalons historiques qui témoignent de l'importance que l'éducation relative à l'environnement a pu prendre dès les années 1970 au Québec. Il a aussi mis en évidence comment, depuis plus de 15 ans, on assiste à l'effondrement des gouvernements nationaux à travers la mondialisation, la dérèglementation et la globalisation qui ne laissent plus de place aux citoyens, mais seulement aux consommateurs. En guise de priorités, André Beauchamp a identifié trois pistes : favoriser l'apprentissage de l'argumentation systématique et rigoureuse; aborder les problèmes réels du milieu qui permettent de voir le local d'abord, dans une perspective systémique, holistique et donc, globale; et finalement, protéger les lanceurs d'alerte, « prophètes de notre temps », du système policier omniprésent, du musellement politique et des filtres médiatiques d'intérêts privés.

Camil Bouchard – Auteur de l'ouvrage *Un Québec fou de ses enfants*

Monsieur Bouchard a mis en évidence l'importance des politiques sociales québécoises, dont la politique familiale constitue un exemple majeur. Ce constat l'a amené à considérer l'équité au rang de priorité dans un contexte contemporain affecté par de multiples crises éthiques et esthétiques: incapacité gouvernementale à réguler la voracité et l'avidité de puissants pilleurs; usurpation du bien commun; surconsommation et endettement; et crise esthétique qui empêche de percevoir ce qui est beau, ce qui est bon. En ce sens monsieur Bouchard a mis de l'avant la nécessité de former des citoyens « difficiles à gouverner » (selon l'expression de Condorcet reprise

par Antoine Baby): éveillés, lucides, vigilants, conscients de l'état de la démocratie, proactifs, capables de créer les solidarités nécessaires pour contrer l'exploitation et la subordination et capables de prendre leur destin en main, responsables, empathiques et sensibles aux besoins de leurs semblables et des générations futures. Selon lui, en plus d'avoir à repenser l'architecture des établissements, nous avons besoin d'une école transformatrice, capable de construire une éthique et une esthétique fondées sur la bienveillance; une école où le respect de nos environnements culturels, sociaux, physiques et la solidarité et où l'ouverture au monde deviennent des enjeux quotidiens indissociables de notre capacité d'innover, de prospérer et de vivre.

Laure Waridel – Co-fondatrice d'Équiterre

Madame Waridel a axé sa présentation sur trois questions proposées à l'avance. À la question *pourquoi associer éducation, environnement et écocitoyenneté ?* elle a essentiellement répondu en affirmant que l'on protège ce que l'on aime et que l'éducation doit viser la reconstruction de notre lien à la nature et considérer pleinement les liens entre l'affectif et le cognitif.

À la question des principales problématiques socio-écologiques contemporaines qui font appel à une éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté elle en dressé la liste suivante : changements climatiques et adaptation; injustice entre les pays; repli identitaire face à l'accueil de l'immigration; perte de biodiversité et 6^e crise d'extinction des espèces; problématiques de pollutions qui affectent notre santé et l'enjeu des inégalités sociales.

En ce qui concerne les priorités éducatives à cet effet, Laure Waridel a rappelé que la stratégie de l'autruche est à oublier. Il faut reprendre le contrôle de notre économie et la transformer de même que réapprendre à exister autrement que par la consommation. Pour y arriver, il faut recréer les liens entre le cognitif et l'affectif; recréer les liens avec les écosystèmes (nous sommes l'environnement); recréer nos liens avec les autres humains; recréer les liens entre le beau et le fonctionnel. C'est au niveau de l'éducation primaire « que ça se passe » : c'est surtout à cet âge qu'il faut aller dans la nature et expérimenter la nature. Laure Warricel a aussi rappelé l'importance de stimuler la créativité, la ludicité et le développement du pouvoir-faire (*empowerment*) des apprenants. Elle a souligné la nécessaire transition d'un monde de la compétition vers un monde de la coopération.

Gabriel Nadeau-Dubois – « Faut qu'on se parle »

Monsieur Nadeau-Dubois a partagé certaines observations qui découlent de la tournée à laquelle il a participé, « *Faut qu'on se parle* », où le thème de l'éducation (primaire et

secondaire) est largement ressorti des discussions au sein des groupes hôtes des assemblées de cuisine. Avec la démocratie, il s'agit pour lui d'un thème transversal qui structure l'ensemble de nos débats politiques au Québec.

Parmi les obstacles à la sensibilisation écologique à l'école, tels que signalés au cours de la tournée, Gabriel Nadeau-Dubois mentionne la marchandisation ou privatisation de l'éducation, notamment par la *privatisation de l'intérieur* (recours à des pratiques de gestions provenant de l'entreprise privée et contenus curriculaires axés sur le développement de compétences utiles pour l'entreprise privée) et les politiques d'austérité qui limitent l'intervention possible de l'école et plus spécifiquement des enseignants sur une multiplicité de fronts, dont celui de l'environnement et de l'écocitoyenneté. Il a donc rappelé l'importance d'accorder à l'école et aux enseignants les moyens nécessaires pour qu'ils puissent jouer leur rôle.

Le panéliste a aussi souligné la prépondérance des liens entre éducation et démocratie. Il a rappelé qu'il ne suffit pas d'avoir des connaissances et d'être conscientisé pour s'engager en matière d'environnement. Au cours de la tournée, il a observé qu'un important sentiment d'impuissance est omniprésent chez les gens et que celui-ci correspondrait à une perte de possibilité de délibération et de décision collective. Ainsi selon lui, éducation et démocratie doivent être envisagées ensemble dans une perspective de démocratie participative. Gabriel Nadeau-Dubois a conclu en mentionnant qu'au-delà de la transmission des idées, des connaissances, des vertus et des valeurs, l'éducation doit se préoccuper d'outiller les citoyens pour ouvrir des espaces de participation politique, de délibération collective.

Plénière

Suite aux présentations, les échanges avec les autres participants et participantes du Sommet ont mis en évidence la nécessité de lutter contre l'idéologie de performance provenant du secteur privé et propulsée par le gouvernement, menant à diverses formes de discriminations dans le système éducatif. On a également rappelé la percée récente de l'éducation financière au secondaire au détriment d'une compréhension plus large de l'univers social à travers le programme *Monde contemporain*.

Certains ont mentionné que l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté invite à repenser l'éducation. Il ne s'agit pas de faire plus, mais de faire mieux, différemment au regard de la surcharge du milieu. On a rappelé, bien au-delà des « brigades vertes », l'importance de considérer la notion de plaisir et celles de l'attachement et de la bienveillance à l'Autre (humain et autre qu'humain) pour refonder l'éducation, en considérant les liens étroits entre celle-ci, la mobilisation et l'engagement.

À cet effet, des commentaires sur l'importance de l'activisme des enseignant.e.s, éducateur.trice.s et des retraités pour lutter contre la peur du milieu naturel et contrer le sentiment d'impuissance à l'égard des problématiques socio-écologiques et politiques se sont succédés. Certains ont mis en évidence la valeur du rassemblement que constitue le Sommet actuel pour lancer un appel à l'auto-organisation : « la solution, c'est nous ». On a aussi proposé qu'au-delà d'un rapport à déposer, la poursuite de la mobilisation devrait venir augmenter le rapport de force politique : « nous sommes le pouvoir ».

Pour plusieurs, cette mobilisation va de pair avec une pédagogie de l'espoir : « bâtir la confiance, donner l'élan pour continuer ». Il a donc été question de construire l'avenir avec les jeunes, de libérer leur parole pour mieux les connaître, et ainsi de reconnaître leur place et favoriser leur engagement. On a d'ailleurs souligné le travail de l'Alliance pour l'engagement des jeunes (à l'initiative de la CSQ) qui va en ce sens. D'autres ont mis en évidence de nouvelles formes de partenariats, comme le *Partenariat action jeunesse en environnement*, qui soutiennent les interventions en éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté.

3.2.2. Qu'en est-il des pratiques en milieu formel et non formel? Quels enjeux?

Animation : Natasha Blanchet-Cohen – Université Concordia

Éric Richard – Amis de la Montagne

La présentation de Monsieur Richard a permis de faire certains constats de l'état des pratiques éducatives dans les organisations d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec qui œuvrent dans le secteur de l'éducation non formelle. Il a dressé le portrait d'un monde de plus en plus urbain, virtuel, déconnecté de son milieu de vie, mais néanmoins de plus en plus interdépendant, pluriethnique et multiculturel. Dans ce contexte qui se complexifie, le panéliste a rappelé qu'un grand nombre

d'acteurs des milieux non formels peinent à poursuivre leur mission avec les moyens qui sont de plus en plus limités.

Éric Richard a également souligné que l'action des organisations de ce secteur, en œuvrant auprès d'une pluralité de publics (scolaires, citoyens, touristes, etc.) et dans une diversité de contexte (famille, loisir, communautaire, etc.), contribue à un meilleur ancrage territorial des communautés et à la lutte contre le *déficit nature* en favorisant le développement de la relation à la nature. En terminant, Éric Richard a rappelé l'importance de la reconnaissance des apports du milieu non formel pour l'éducation en milieu formel et pour la société en général; il a souligné enfin la nécessité d'une meilleure synergie entre les acteurs à travers la mise en place de réseaux de collaboration.

Carole Marcoux – CSDM

Madame Marcoux a offert un survol des pratiques liées à l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté à la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Elle a d'abord présenté le Plan vert de la CSDM qui comporte un axe d'éducation relative à l'environnement pour guider les pratiques éducatives et un axe appuyé sur l'exigence de développement durable pour les pratiques de gestion. Elle a également présenté plusieurs services offerts par la CSDM en termes d'ERE (formations, ressources, communications, etc.) et un ensemble d'exemples de projets réalisés dans les écoles de cette commission scolaire.

Carole Marcoux a terminé sa présentation en soulevant certains enjeux concernant la transférabilité des pratiques éducatives de la CSDM vers d'autres écoles voire, vers d'autres commissions scolaires, en rappelant qu'à l'heure actuelle, le déploiement des politiques, services et autres projets d'ERE dépend de la volonté d'acteurs mobilisés. Faisant le constat que l'ERE est à même de rejoindre l'ensemble du programme de formation de l'école québécoise (disciplines, domaines généraux de formation, compétences transversales, approches pédagogiques, etc.) et que pourtant, rien n'engage actuellement l'enseignement dans cette direction, madame Marcoux a conclu que le Québec doit se doter impérativement d'une Stratégie nationale.

Patrick Charland – UQAM

Dans sa présentation monsieur Charland a souligné la progression timide, mais néanmoins réelle, d'une éducation relative à l'environnement au sein du PFEQ malgré une orientation restreinte aux biens et services, à la « consommation » et au développement durable. Il a aussi présenté l'état actuel de l'institutionnalisation du

champ au secondaire dans une thématique du domaine disciplinaire *Monde contemporain* (malgré l'angle restreint cité ci-haut), dans une thématique « avenir de l'humanité » en éthique et culture religieuse et dans trois programmes de sciences et technologies en IV^e secondaire où les contenus ont été organisés et choisis autour de quatre problématiques environnementales (un cours optionnel explore deux problématiques supplémentaires). M. Charland a rappelé que l'ERE est ainsi désormais intégrée au PFEQ dans un certain nombre de créneaux.

Il a fait remarquer que peu de publications rigoureuses permettent d'avoir un portrait juste de ce qui se fait en classe (pratiques et apprentissages) témoignant ainsi d'un besoin important sur le plan de la recherche. Par ailleurs, une observation multicas dans 10 milieux de pratiques témoigne montre que peu d'éléments liés à l'environnement sont intégrés à l'enseignement: les objets d'apprentissage demeurent les concepts, compétences et connaissances en sciences.

M. Charland a aussi partagé un constat concernant la surcharge du programme de science et technologie de même que l'incohérence entre l'implantation de celui-ci, la progression des apprentissages et l'évaluation. De plus, l'épreuve unique, de laquelle on a retiré les concepts de biologie (rendant ainsi difficile l'évaluation de la compréhension des problématiques environnementales) demeure un examen orienté sur les connaissances, ce qui amène les enseignants à vouloir connaître d'avance les concepts qui figureront à l'examen. Selon lui, cet état des faits ne serait pas étranger à la maladresse qui a caractérisé l'implantation de la réforme.

M. Charland a aussi mis l'emphase sur les besoins de formation des enseignants visant une meilleure compréhension et intégration du PFEQ dans l'enseignement. Il s'agirait ici de former à la prise en compte de problématiques environnementales et de leurs dimensions multiples (éthique, politique, économique, etc.), et aussi de former à la didactique de l'interdisciplinarité. Aussi, le panéliste a souligné qu'aucune université n'a actuellement intégré de manière obligatoire un cours d'ERE dans les programmes de formation initiale : seuls certains cours optionnels existent.

Il a toutefois observé une résistance, tant chez les enseignants en poste que chez les collègues universitaires, pour considérer ces enjeux spécifiques de formation initiale et continue au rang de priorité. Selon lui, la sensibilisation est encore nécessaire. Le développement durable - qui apparaît pour plusieurs comme une solution - demeure pourtant largement décrié et ne constitue pas, selon M. Charland, un angle à privilégier avec les jeunes comparativement à l'angle du rapport à la nature et du lien à l'environnement. Or, il a noté que selon les objectifs de l'ONU, l'éducation est désormais subordonnée au service du développement durable.

M. Charland a conclu en rappelant l'énorme besoin de cohérence entre le cabinet du Ministre, les fonctionnaires, les commissions scolaires, les enseignants, les élèves, les parents et le milieu non formel; et entre les politiques éducatives (Direction générale de

la formation des jeunes à Québec), les politiques évaluatives (Direction de l'évaluation à Montréal) et le financement. Il a terminé en mentionnant que bien au-delà des programmes, des examens et des savoirs prescrits, il importe de considérer que l'élève est aussi un citoyen qui aspire à se développer et être heureux.

Francine Lalande – MDDELCC

Madame Lalande a commencé sa communication en présentant le site *Rafale*, la section jeunesse du site internet du ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC), qui offre aux jeunes de 5 à 14 ans des [connaissances] thématiques axées sur l'environnement (eau, air et changements climatiques, sol, biodiversité, développement durable, matières résiduelles-3RV, agroenvironnement et environnement nordique). Elle a mentionné que le site répond bien à la mission du Ministère (assurer la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité pour améliorer la qualité des milieux de vie des citoyens). Elle a ensuite expliqué que le site propose des aventures vécues par des personnages qui s'initient à des problématiques variées. La mobilisation des connaissances est ainsi sollicitée dans l'optique d'une recherche de solutions. Madame Lalande a aussi souligné qu'une grille de jumelage entre les activités proposées et les programmes de sciences du PFEQ a été produite pour faciliter le travail des enseignants.

Hormis l'existence du site depuis 15 ans et le fait qu'il soit bien connu des enseignants et du grand public, madame Lalande a fait état de quelques enjeux et défis au Ministère notamment quant à l'arrimage des activités aux contenus du PFEQ. Elle a mentionné que la formation des stagiaires en communication qui sont engagés au Ministère est nécessaire pour permettre une meilleure compréhension des subtilités liées à la vulgarisation scientifique. Elle a aussi rappelé que bien que plusieurs spécialistes travaillent au Ministère, leur disponibilité et leur formation en matière d'éducation demeurent un enjeu. Les contraintes budgétaires ont aussi été rappelées de même que le défi que peuvent représenter les différents partenariats à mettre en place. Selon la panéliste, il y resterait aussi une dimension ludique à développer par le biais d'un jeu vidéo en ligne même si elle a rappelé que rien ne remplace une sortie en plein air qui met en contact avec le vivant. Selon elle, une attention devrait aussi être portée à la redondance de contenu entre les différentes sources d'information provenant des différents Ministères.

Madame Lalande a conclu sa présentation en exposant les difficultés de transpositions de telles initiatives dans d'autres ministères. Elle a mis l'emphase sur l'importance pour tous les ministères d'ajouter une dimension éducative à leur mission.

3.2.3. Quels leviers?

Animation : Benoît Mercille – Fondation Monique-Fitz-Back

Yves Paris – Biodôme

La présentation d'Yves Paris a permis d'illustrer les meilleures pratiques du travail qui s'accomplit au Biodôme de Montréal en matière d'éducation relative à l'environnement tant auprès des jeunes que du grand public (500 000 jeunes et 20 millions de visiteurs en 25 ans). Ce portrait a mis en évidence qu'au-delà du transfert de connaissance, l'ERE doit se préoccuper de développer des attitudes et amener les apprenants à réfléchir sur le terrain des valeurs qui guideront l'action. En ce sens, monsieur Paris a présenté le camp de jour du Biodôme, le rallye en coulisses, les animations scolaires, les différentes rencontres avec des spécialistes qui travaillent dans et pour la nature et les collaborations avec les artistes comme autant d'initiatives qui contribuent à faire connaître les écosystèmes par des approches parfois scientifiques et parfois créatives et ludiques.

Gabrielle Normand – GUEPE et AQIP

Gabrielle Normand s'est présentée à titre de présidente de l'Association québécoise des interprètes du patrimoine (AQIP) et de directrice générale du Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels de l'environnement (GUEPE). Elle a commencé en rappelant les difficultés que connaissent ces organismes sur le plan financier. Elle a souligné le cas de l'AQIP existe depuis 40 ans, mais dont le soutien financier à la mission n'a pas été renouvelé. Or, l'AQIP réunit plus de 200 membres interprètes du patrimoine (naturel, bâti, historique et vivant), médiateurs culturels, éducateurs à l'environnement et autres dans plusieurs organismes à but non lucratif sur une grande portion du territoire québécois. Elle a aussi mentionné que GUEPE met en contact avec la nature plus de 100 000 personnes par année, surtout des jeunes (3 à 17 ans), mais aussi des moins jeunes. Leurs activités s'adressent aux milieux de l'éducation formelle, mais aussi au grand public.

En ce qui a trait aux leviers possibles, madame Normand a présenté l'accès gratuit aux parcs (déjà en place pour plusieurs parcs régionaux) qu'il importe d'offrir dans l'ensemble des parcs nationaux. Elle a aussi souligné l'efficacité des classes extérieures et de la possibilité de réaliser des activités à proximité des milieux de vie des apprenants. En plus de rappeler l'importance du soutien que peuvent exercer les enseignants bien formés en ERE et les conseillers pédagogiques attirés à l'ERE, Gabrielle Normand a mis l'accent sur la richesse que représentent la diversité et la

complémentarité des organisations actuellement à l'œuvre dans le domaine, en milieu urbain, mais aussi en régions. Elle a aussi constaté que cette richesse constitue un levier pour l'ERE, car elle permet également une complémentarité avec les milieux d'éducation formelle. En ce sens, elle a terminé sa présentation en rappelant la priorité d'un meilleur financement récurrent et en lançant un cri du cœur pour une plus grande reconnaissance de l'apport des organisations qui travaillent en éducation non formelle.

Colleen Thorpe – Équiterre

Madame Thorpe a introduit son propos en précisant que chez Équiterre, des objectifs visent à changer les politiques publiques et que l'éducation est vue comme un moyen d'action. En ce sens, Équiterre ne vise pas la réforme de l'ensemble du système d'éducation, mais davantage la réalisation de projets et des améliorations au sein du système qui constituent des gains possiblement immédiats.

Ainsi, Colleen Thorpe a présenté trois leviers qui seraient à mettre de l'avant pour faire avancer l'ERE au Québec. Premièrement, la mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative (enfants, parents et enseignants) dans les projets qui engagent différents publics pour bénéficier entre autres des différentes synergies qui peuvent en émerger. Deuxièmement, il faut miser sur des partenariats qui donnent de l'élan, par exemple en rejoignant des mouvements déjà existants (*De la ferme à la cafétéria*) afin de favoriser un plus grand rayonnement médiatique et politique de ces initiatives. Finalement, madame Thorpe a signifié qu'il est important de bâtir des écoles exemplaires qui invitent à y venir comme c'est le cas de la Maison du développement durable. Sur ce point, la panéliste a néanmoins soulevé un enjeu concernant la formation des gestionnaires de l'administration scolaire qui, pour le moment, prennent davantage de décisions en priorisant la gestion du bâtiment.

Jean Robitaille – EVB-CSQ

La présentation de Jean Robitaille a commencé par la reconnaissance de l'appui qu'a pu représenter la Centrale syndicale du Québec (CSQ), structure syndicale qui soutient le mouvement des Écoles vertes Brundtland (EVB) depuis sa création. Il a rappelé que les EVB ont été fondées en réponse au besoin formulé par les membres de la Centrale pour amener les jeunes à s'engager dans la lutte aux injustices sociales, ce qui mène ensuite à un engagement pour l'environnement. Sa présentation a aussi souligné l'importance de la collaboration et des partenariats en mettant en évidence comment les réseaux EVB, le comité des retraités EVB, les colloques et les différentes productions pédagogiques du mouvement ont permis de réunir plusieurs acteurs pour briser l'isolement, pour échanger sur les pratiques, pour partager des ressources, pour se former, etc.

Finalement, Jean Robitaille a partagé une question qui l'a longtemps habité : comment parler d'avenir aux jeunes ? Il a fait part d'un sondage qui témoigne de la décroissance de la confiance que les jeunes ont en l'avenir, au fil de leur parcours entre l'école primaire et la fin du secondaire. Ce constat a mené le panéliste à mettre l'accent sur le levier de la pédagogie de l'espoir à travers la réalisation de petits gestes qui donnent la possibilité d'agir et qui donnent le goût de continuer à s'engager. Il a poursuivi en mentionnant que la question devrait désormais être celle-ci: comment construire l'avenir avec les jeunes ? À cet effet il a conclu qu'il fallait que cette construction s'effectue dans le plaisir et dans les milieux respectifs des jeunes. Il a offert l'exemple des journées d'engagement jeunesse proposées par l'*Alliance pour l'engagement jeunesse* (OXFAM-Québec, Amnistie internationale, Fondation Monique-Fitz-Back et EVB-CSQ) qui organise des rencontres régionales entre les organisations de la société civile et les jeunes des écoles, de manière à donner la parole aux jeunes pour favoriser leur engagement.

3.2.4. Enjeux de communication et de suivi autour de la Stratégie

Animation : Mario Beauchemin – CSQ

Sydney Ribaux – Équiterre

Monsieur Ribaux a introduit son propos en mentionnant d'entrée de jeu que les politiques publiques ne sont pas basées uniquement sur la science, mais qu'elles sont le reflet de décisions prises par des humains et qui sont, par définition, des compromis. Il a fait la comparaison avec certains choix individuels moins rationnels, ou certains « vices » (cigarette, alcool, sucre, etc.) qui résultent de compromis et qui mettent en évidence que la science n'est pas le seul élément à considérer dans les prises de décision des humains.

Il a affirmé qu'Équiterre s'intéresse à l'éducation relative à l'environnement en raison du manque d'engagement, notamment lors des élections, et ce en dépit des connaissances que les citoyens ont acquises au fil du temps. Selon lui, plus les gens vont bien comprendre les enjeux, plus nous aurons de chance de les convaincre d'agir.

Sydney Ribaux a poursuivi sa présentation en rappelant les progrès effectués en 25 ans dans les négociations internationales sur le climat - entre la non-reconnaissance des changements climatiques au début des années 1990 et la reconnaissance actuelle

formulée par l'Accord de Paris. Il a aussi souligné la mise en place au Québec d'une taxe sur le carbone et plus tard d'un marché du carbone, deux exemples d'étapes franchies qui pourront avoir un impact sur la réduction des gaz à effet de serre.

Le panéliste a conclu son allocution en rappelant l'importance d'avoir une vision et de planifier les étapes pour construire l'espace politique qui permettra de l'atteindre, à la manière d'un escalier. Pour y arriver, monsieur Ribaux a rappelé la nécessité d'inclure plusieurs acteurs : syndicats, commissions scolaires, municipalités, instances provinciales, etc., sans oublier le fédéral, car nous avons maintenant des alliés à Ottawa.

Dominique Vézina – INM

Monsieur Vézina a d'abord rappelé que l'intégration de cette dimension de l'éducation au sein de notre société dépend actuellement de personnes motivées, mais que l'état actuel des institutions ne permet pas de poursuivre ni d'assurer cette même intégration après leur passage. Il a offert à cet égard l'exemple de la *Politique de développement durable* à la CSMB qui risque de devenir caduque sans le soutien de personnes responsables.

Parmi les enjeux que le panéliste a répertoriés, mentionnons l'importance de mieux définir les « profils de sortie » en termes de bagage accumulé par les élèves à chaque étape du parcours dans le système scolaire.

Selon monsieur Vézina, il faut aussi penser à une stratégie beaucoup plus audacieuse pour rejoindre les gens au-delà des participants du Sommet. À cet égard, il a proposé de s'inspirer de la consultation nationale réalisée par l'Institut du Nouveau Monde (INM) sur l'éducation à la petite enfance. Il a aussi suggéré de revoir notre organisation collective pour avoir des porte-voix qui sont forts et éventuellement envisager les voies du lobbying pour convaincre différents acteurs des différents ministères. Dominique Vézina a également rappelé la pertinence de recourir à certains termes en vogue comme celui du « vivre-ensemble » et d'inclure à la réflexion collective un public élargi aux parents et aux instances municipales et régionales, par exemple

Matthew Chapman – Coalition Action climat

Monsieur Chapman a introduit son propos en soulignant la pertinence de rejoindre les personnes au-delà des acteurs mobilisés que nous côtoyons et de s'ouvrir aux autres pour élargir la mobilisation et l'enrichir de nouvelles perspectives. La présentation de monsieur Chapman a ensuite misé sur trois axes pour favoriser la diffusion de notre message et influencer la culture : l'axe de la proximité, celui de la diversité et finalement l'axe de l'authenticité.

Pour illustrer l'importance de la proximité, monsieur Chapman a présenté différentes campagnes qui ont favorisé des approches locales ascendantes (*bottom-up*) pour le déploiement des initiatives. Dans un deuxième temps, il a mis l'accent sur la diversité des idées, sur le plan des expertises, mais aussi sur le plan culturel et géographique pour rejoindre un plus grand public. Finalement, Matthew Chapman a attiré l'attention sur le besoin de rester critique face aux possibilités d'assouplissement de notre discours qui nous permettraient d'obtenir des gains à court terme, mais qui pourraient nous mener à renier certaines de nos valeurs. En ce sens, le troisième axe à privilégier selon lui pour faire passer notre message demeure celui de l'authenticité.

3.3. Éléments de résultats de trois recherches

- Présentation d'un historique de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec. Hugue Asselin et Lucie Sauvé – Centr'ERE
- Présentation d'un répertoire des initiatives structurantes au Québec. Virginie Boelen – Centr'ERE et Martine Chatelain – Eau Secours
- Éléments de politiques nationales dans divers pays : quelles sources d'inspiration ? Jérôme Lafitte et Lucie Sauvé – Centr'ERE

Les éléments de recherche présentés à cette occasion se retrouvent dans les versions de travail des documents qui figurent en annexe de la proposition de *Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec* et peuvent être consultés à l'adresse suivante :

<https://centrere.uqam.ca/sommeteducationenvironnement/>.

3.4. Ateliers de discussion sur une première version de *Stratégie nationale*

Animation : Carole Marcoux, CSDM

Les ateliers de discussion ont été l'occasion pour les participants et participantes d'échanger en petits groupes (8-10 personnes) à propos des éléments et des arguments qui devraient se retrouver dans une *Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au Québec* et ce, tant pour les milieux de l'éducation formelle que non formelle.

Trois idées sont plus fortement ressorties des discussions :

- L'importance de mieux considérer, de préserver et de développer le lien d'attachement à la nature des apprenants et de la communauté éducative;

- La nécessité d'intégrer l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté à la formation initiale des futurs enseignants;
- La pertinence du financement statutaire pour la survie des organisations du secteur non formel et la pérennité de l'expertise qu'elles ont développée au cours des 30 dernières années.

Pour les participants et participantes, plusieurs autres idées devraient figurer à la Stratégie nationale. En voici quelques-unes mentionnées à plus d'une table :

- Miser sur l'ouverture de l'école sur sa communauté;
- Insister sur le rôle des parents en tant qu'alliés;
- Considérer le rôle et la formation des gestionnaires à propos de l'influence du cadre bâti et de l'aménagement sur l'apprentissage et l'enseignement;
- Favoriser le déploiement de la nature de proximité et son utilisation pédagogique : Il faut sortir de la classe, favoriser les approches expérientielles, le terrain;
- Former des conseillers pédagogiques en éducation relative à l'environnement;
- Assurer la libération de tâches pour l'encadrement parascolaire/ERE;
- Revoir les grandes missions de l'école québécoise.

Parmi les idées concernant le milieu de l'éducation formelle qui ont été moins récurrentes, mais qui sont néanmoins ressorties des discussions en atelier et de la plénière, notons :

- Changer de paradigme en éducation est nécessaire;
- Renforcer la visée du PFEQ de construction d'une vision du monde;
- Développer une vision du monde éco-centrique;
- Décloisonner les disciplines;
- Mettre en avant la dimension politique du rapport à l'environnement avec l'écocitoyenneté;
- Remettre en évidence que l'éducation vise la formation des citoyens « de demain »;
- Ajouter une quatrième mission à l'école québécoise : conscientiser et favoriser l'engagement;
- Ajouter une compétence professionnelle sur l'écocitoyenneté;
- Initier les futurs enseignants à la lecture de textes scientifiques et à la dimension transversale de l'environnement;
- Rendre la formation accessible en continu;
- Expérimenter le modèle des *Forest-schools* et d'autres modèles d'éducation plein-air;
- Favoriser le réseautage entre enseignants;
- Favoriser l'«apprendre à apprendre»;
- Retrouver le plaisir d'apprendre et d'enseigner;

- Intégrer les objectifs d'apprentissage au sein de projet d'élève;
- Éviter les cahiers d'apprentissage qui « tuent la créativité »;
- Ajouter la bienveillance aux compétences personnelles et sociales;
- Mettre en œuvre la philosophie pour enfant au primaire;
- Former les enseignants à la philosophie pour enfants;
- Maintenir l'intégralité du cours *Monde contemporain* au 5^e secondaire;
- Revoir l'évaluation au-delà de l'acquisition de connaissances et de *savoir-faire* :
 - o Évaluer les compétences (comprenant les *savoir-faire* et les *savoir-être*);
 - o Former les enseignants à évaluer les compétences (comprenant les *savoir-faire* et les *savoir-être*);
 - o Considérer les apports d'une évaluation participative, qualitative, rétroactive;
- S'organiser ensemble, de manière indépendante, et faire pression (démonstration de force) pour l'ERE.E au regard du lobby qui a réussi à intégrer l'éducation financière au PFEQ;
- Dénoncer l'ingérence induite en éducation;
- Faire de l'école un modèle de vivre-ensemble;
- Mettre en place une stratégie qui percole en synergie avec les milieux et qui permet à l'ERE d'intégrer les projets éducatifs d'école;
- Favoriser le partenariat école-ONG;
- Se greffer au virage de l'école en santé, à la mouvance carbo-neutre;
- Amener plus de sciences pour faire valoir l'ERE au primaire;
- Faire de l'ERE pour éveiller à la science au préscolaire;
- Décentraliser le pouvoir vers les commissions scolaires;
- Assujettir les gestionnaires des institutions de l'éducation à la *Loi sur le Développement durable*;
- Mettre sur pieds des plateformes de consultation pour entendre acteurs et actrices du milieu de l'éducation (enseignants, élèves, parents, etc.) de toutes les régions du Québec.

D'autres idées non liées à l'éducation formelle ont également été mentionnées :

- Favoriser la collaboration entre milieux formels et non formels ; favoriser les partenariats École-ONG;
- Former des éducateurs nature qualifiés;
- Stimuler le financement par des fondations;
- Favoriser la vulgarisation scientifique pour l'engagement social des citoyens et l'engagement politique des scientifiques;
- Réintroduire le levier du droit à un environnement sain;
- Proposer un droit (pas «à») *de* l'environnement : la nature comme sujet de droit;
- Proposer des congés de citoyenneté;
- Contrer la privatisation en éducation à tous les niveaux;

- Miser sur le pouvoir d'action des syndicats;
- Miser sur les Centres régionaux de développement;
- Vulgariser pour parler aux politiciens;
- S'assurer qu'une personne ou un organisme (ONG, par exemple l'AQPERE) soit responsable d'appliquer la *Stratégie nationale*;
- Proposer un secrétariat du travail interministériel pour une approche systémique;
- Remettre en place le CIERE et le service d'ERE au MDDELCC;
- Impliquer les ministères où il y a de l'argent (Économie, innovation, techno. Et sciences, etc.);
- Ne pas oublier certains secteurs de l'éducation tels que la petite enfance, une diversité de domaines de la formation universitaire, l'éducation aux adultes, l'éducation populaire et certains ministères comme le ministère de la Famille (MFA), le ministère de l'Agriculture (MAPAQ), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSS), le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN).

3.5. Éléments de Stratégie priorisés (tableau)¹

Tout au long du Sommet, les participants et participantes étaient appelés à appuyer, à l'aide de marqueurs autocollants (étoiles), les différents énoncés de la proposition de *Stratégie nationale* regroupés sur un tableau imprimé. Le même type d'exercice a également été effectué (à l'aide d'autocollants en forme de cercles ou planètes) après les discussions collectives d'atelier (voir 3.3). Les résultats de cette compilation offrent un aperçu des éléments les plus significatifs de la proposition pour les participants et participantes. Ce travail a également permis de colliger des suggestions d'ajouts à la proposition. Les sections qui suivent présentent les résultats de cet exercice.

3.5.1. Quels éléments pour une proposition de *Stratégie nationale* (Quoi) ?

3.5.1.1. Pour les milieux de l'éducation formelle

¹ Hormis l'expression « *Stratégie nationale* », le texte en italique constitue un ajout suggéré à la proposition de stratégie. Il s'agit parfois d'un complément à un énoncé de la proposition et parfois d'un énoncé complet.

Appui très fort :

- Envisager une quatrième mission à l'école québécoise (en plus d'instruire, de socialiser et de qualifier) : conscientiser et favoriser l'engagement;
- Revoir le domaine général de formation « Environnement et consommation » afin de s'assurer d'y intégrer une profondeur éthique et critique, et de mettre en évidence l'idée de « bien commun »;
- Ancrer les apprentissages dans les réalités de son milieu de vie. Ouvrir l'école à sa communauté l'expérience fréquente et signifiante du rapport à la nature;
- Ajouter une 14^e compétence à la formation initiale : « Situer son enseignement, ses interventions et les apprentissages des élèves au regard des réalités socio-écologiques pour favoriser la construction d'une vision du monde et le développement d'un pouvoir-faire et d'un vouloir-faire écocitoyens »²;
- Intégrer aux curriculums de formation, au moins un cours spécialisé obligatoire en ERE.E;
- Favoriser la co-formation, la création de communautés de pratique et le soutien de celles-ci, entre autres, par l'accompagnement de conseillers pédagogiques compétents dans ce domaine et dont la tâche est ajustée à cet effet;
- Valoriser le rôle des parents et des AVSEC, tous les acteurs importants d'une ERE.E à l'école.

Appui fort :

- S'assurer que la dimension du rapport à l'environnement soit adéquatement considérée dans la mise en œuvre des trois visées fondamentales du Programme de formation de l'école québécoise: la construction d'une vision du monde, d'une identité et d'un pouvoir d'action;

² Voir à cet effet, en annexe 2, la proposition de 13^e compétence formulée auprès du Comité de travail sur l'actualisation/rénovation du Référentiel des compétences professionnelles à l'enseignement (CAPFE), le 1^{er} mai 2017.

- Promouvoir la prise en compte des dimensions transversales du programme de formation (compétences et domaines généraux) comme espaces privilégiés d'ERE.E;
- Décloisonner les disciplines autour de projets d'apprentissage qui ont une signification pour les jeunes, pour les apprenants (du primaire à l'universitaire);
- Favoriser l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité pour mieux développer une vision écosystémique et holistique des réalités ; valoriser la complémentarité des divers modes d'appréhension du monde;
- Accorder une importance particulière au développement de la pensée critique;
- Rénover les bâtiments et repenser l'architecture des établissements de demain: constructions écoénergétiques; fenestration lumineuse, cours naturalisées, etc;
- Assurer un accès des élèves, des jeunes à des milieux « naturels » à proximité de l'école : parcs, boisés, jardins communautaires, etc. développer des partenariats en ce sens;
- Financer massivement les institutions scolaires (ajout);
- Choisir un système de valeurs intégrées aux curriculums (comme la bienveillance, l'empathie, l'altruisme (ajout)).

Ajouts proposés au tableau:

- *Décloisonner les disciplines du primaire à l'universitaire;*
- *Laisser le cours de Monde contemporain en 5e secondaire à 4 crédit;*
- *Recourir aux pédagogies du jeu et de l'imaginaire;*
- *Favoriser la création de classes extérieures (ou d'école /volets axés sur l'environnement/nature/écocitoyenneté);*
- *Valoriser le rôle des parents, des AVSEC et de tous les acteurs importants d'une ERE.E à l'école;*
- *Dégager du temps dans la tâche d'enseignement pour l'encadrement de projet d'ERE au niveau des établissements;*
- *Formuler des éléments de stratégie spécifiques pour les parents.*

3.5.1.2. Pour les milieux de l'éducation non formelle

Appui très fort :

- Favoriser le partenariat et la collaboration entre les acteurs du milieu non formel et de l'éducation formelle; entre ces acteurs et les municipalités et autres institutions publiques;
- Offrir des possibilités de financement statutaire, au-delà des programmes de financement par projet, afin de permettre aux organisations spécialisées de poursuivre leur mission éducative;
- Ancrer la stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au sein des différentes structures de notre organisation sociale qui relèvent du secteur public et parapublic. Des éléments de stratégie spécifiques devront être formulés par et pour ces différents acteurs;
- Assurer des programmes de financement adéquat pour supporter les initiatives des milieux d'éducation formelle et non formelle.

Appui fort :

- Rétablir une structure ministérielle au sein du MDDELCC soutenant l'ERE.E;
- Reconnaître et promouvoir l'apport des divers acteurs et organisations des secteurs public et parapublic, et de la société civile en ce domaine;
- Développer un portail d'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté au Québec. Favoriser la diffusion de cette information;
- Promouvoir le développement de la recherche en éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté : recherche-action, recherche-formation, recherche évaluative, etc.;
- *Mieux investir le réseau de la petite enfance avec l'ERE;*
- *Appuyer la vulgarisation scientifique (éducation citoyenne);*
- Financer le financement statutaire des organisations ayant développé une expertise en ERE.E à partir des budgets prévus pour le financement par projets et aussi du Fonds vert, initialement destiné à soutenir les initiatives environnementales, dont les ONGE;
- Mandater le Comité interministériel en éducation² de se saisir de l'enjeu du développement de l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté, et de se doter d'un sous-comité à cet effet. Mieux encore, restaurer le Comité

interministériel en éducation relative à l'environnement qui avait été mis en place à la fin des années 80 (jusqu'en 1995);

- Favoriser la concertation des différentes instances concernées; stimuler le travail partenarial, le partage des ressources (expertises, installations, enveloppes budgétaires, etc.) et la co-formation entre les acteurs de notre société éducative en matière d'ERE.E (*cibler et informer les membres de la communauté éducative de leur rôle – et responsabilité – dans l'éducation des jeunes*); favoriser la création ou le renforcement de réseaux synergiques;

3.5.2. Quels arguments appuient la pertinence d'une telle proposition de *Stratégie nationale (Pourquoi)* ?

3.5.2.1. Pour les milieux de l'éducation formelle

Appui fort :

- La mise en œuvre de la Stratégie proposée n'impliquera pas d'investissements majeurs et pourra entraîner d'importantes retombées pour le Québec;
- Les forces vives sur les terrains de pratique sont déjà au rendez-vous : enseignants, parents, élèves, jeunes, membres des équipes compétentes au sein des ONG et des institutions vouées à l'action éducative en matière d'environnement et enfin, partenaires sociaux désireux de contribuer à la nécessaire transition et au bien commun;
- *C'est l'argumentaire « vulgarisé » du Pourquoi qui doit être développé et porté par des « Porte-paroles » de la société québécoise.*

3.5.2.2. Pour les milieux de l'éducation non formelle

Appui très fort :

- L'engagement des instances gouvernementales à l'égard de l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté est actuellement nettement inadéquat au regard de l'ampleur de la tâche.

3.6. Synthèse et mot de clôture

André Beauchamp – Éthicien, Initiateur du Service d'éducation relative à l'environnement (MENVIQ, 1979)

D'entrée de jeu, avant de présenter ses conclusions sur le Sommet, monsieur Beauchamp a identifié deux sources pour la motivation du Ministre délégué à l'environnement de l'époque (Marcel Léger, 1977) à faire une recherche sur les voies que pourraient prendre les services de protection de l'environnement en matière d'éducation : une pression des enseignants de science et l'influence de Tony le Sauter, un fonctionnaire « dérangeant ».

Le conférencier d'honneur a ensuite enchaîné avec quelques observations à propos des participants et participantes du Sommet, pleins de tendresse les uns à l'égard des autres. Il a aussi remarqué la complémentarité, la coopération, une sorte d'osmose et la synergie entre les personnes provenant des secteurs de l'éducation formelle et non formelle. Il a néanmoins remarqué l'absence d'information colligée (ex. portail) qui menace la cohésion actuelle au sein du champ.

Parmi les observations sur le déroulement, monsieur Beauchamp a rappelé l'intérêt souligné plus tôt par une panéliste pour l'intégration d'une dimension éducative dans la mission de chaque ministère. Il a réitéré l'importance de la beauté en éducation relative à l'environnement : il faut mobiliser non pas sur la militance, mais sur la beauté (voir François Cheng, 5 méditations sur la beauté).

Le conférencier a aussi remarqué l'importance de développer une pensée politique forte et organique telle celle qui habitait plusieurs participants du Sommet dans laquelle le projet d'une écosociété est très structurant : penser environnement c'est aussi penser la solidarité avec l'ensemble de la société. Selon lui, on arrive à se préoccuper de l'environnement pour différentes raisons, mais deux filières sont plus évidentes : le social et la nature. Reprenant les mots de Jean Robitaille, monsieur Beauchamp a rappelé d'une part que les enjeux sociaux nous amènent à constater que plusieurs d'entre eux sont liés à la détérioration de l'environnement et que d'autre part, l'intérêt pour la préservation de la beauté de la nature nous ramène souvent à constater que plusieurs n'ont pas accès à cette nature.

André Beauchamp a par ailleurs constaté la primauté de la conscience chez les participants dans leur motivation à l'engagement, qui constitue leur manière d'être responsable dans le monde d'aujourd'hui. Il a ensuite rappelé certaines étapes historiques évoquées plus tôt par Jérôme Lafitte : d'abord la prise de conscience des problématiques environnementales et de leurs impacts qui a émergé dans les années 70-80, puis l'idéologie du développement et du développement durable qui s'est installée dans les années 90 à 2010 et maintenant, la prise de conscience de l'effondrement possible du milieu qui supporte nos sociétés qui nous mène à reconsidérer la dynamique politique démocratique telle que nous l'avons connue

jusqu'à présent. En ce sens, monsieur Beauchamp a rappelé la nécessité de cohérence afin que la Stratégie nationale porte à la fois sur le milieu formel et le milieu non formel.

En conclusion, monsieur Beauchamp a rappelé que les éducateurs ne peuvent être que des militants, car ils cesseraient d'être des éducateurs. Toutefois, dans la politique, le consensus n'est pas la règle : ce qui tient une société c'est l'équilibre entre la négociation (collaboration) et la lutte. Depuis les années 70, des acteurs ont systématiquement miné la société afin qu'elle soit moins solidaire et plus centrée sur le profit des plus riches : il a conclu en affirmant que c'est cette force qu'il faut aujourd'hui renverser.

4. CONSULTATION ÉCRITE

En parallèle du Sommet, une consultation écrite a été menée afin de recueillir l'avis de personnes et organisations qui n'étaient pas en mesure de participer en présence à l'événement. La consultation a également permis de recueillir les propos de certains participants et participantes du Sommet qui désiraient poursuivre leur réflexion suite aux deux journées de rencontres. Au total, 14 documents ont été déposés et analysés. Les idées principales de ces documents sont répertoriées ici.

4.1. Idées principales

- S'assurer d'une voix forte portée par un **réseau fort**, une organisation solide.
- Formaliser les expériences nature en lien avec le PFEQ (miser sur la politique québécoise du loisir et du sport).
- Considérer l'été et ses acteurs (par exemple ACQ) pour déploiement estival de la Stratégie nationale (un relais du milieu formel).
- Offrir une formation obligatoire ERE.E des animateurs de camps (de vacances et de jour) – voir la formation suivante : http://camps.qc.ca/files/3314/6360/9676/prgrm_ipac_complet.pdf.
- Renforcer des initiatives déjà en place (au collégial, à la petite enfance aussi, etc.).
- Développer le lien **d'attachement** à la nature.
- Vivre ensemble l'expérience de la nature dans l'émerveillement.
- Privilégier **le milieu de vie local** comme environnement d'apprentissage.
- 13e compétence : « Agir en tant que professionnelle ou professionnel conscient des enjeux environnementaux et engagé dans le développement d'écocitoyens lucides, bienveillants et aimants de leur milieu de vie. ».
- Privilégier un seul ministère ou organisme pour assurer le développement, la mise en place et l'évaluation (5-10 ans) de la Stratégie nationale (défi de l'intersectorialité).

- Cibler et informer les membres de la communauté éducative de leur rôle –et responsabilité- dans l'éducation des jeunes.
- Amener chaque établissement à développer des projets ERE/Écocitoyenneté dans la communauté, dans le milieu (avec une orientation de résolution de problème).
- Intégrer au parcours universitaire et collégial de tous les domaines un cours d'ERE.E appliqué au domaine d'étude.
- Diminuer le nombre d'élèves par classe pour permettre une meilleure intégration des compétences transversales comme celle du vivre-ensemble.
- Étendre la proposition d'écoresponsabilité institutionnelle à l'ensemble des organisations concernées (école, commission scolaire, ministère et autres institutions éducatives).
- Donner une formation en ERE au professionnel et au personnel de soutien en milieu scolaire, comme les services de garde.
- *Mieux comprendre et repérer les mécanismes psychologiques du déni face aux multiples crises annoncées (société, climat, environnement) et mener des projets pour combattre cette problématique dans toutes les sphères de l'éducation.*
- *Mener des études de cas d'enseignant(e)s qui intègrent l'ERE dans leurs programmes.*
- Revaloriser le rôle de l'enseignant dans notre société.
- Créer un répertoire de tous les projets en ERE qui peuvent soutenir les enseignants en milieu scolaire.
- Reconnaître que les enseignants qui participent au projet en apprennent souvent autant que les élèves.
- Outiller les enseignants en éducation physique à l'aide de matériel pour faire ce genre de projets ou sorties.
- Favoriser le développement de l'esprit critique, essentiel à une construction authentique d'une vision du monde.
- Intégrer davantage l'ERE.E dans le contenu des manuels scolaires.
- Faire connaître davantage les activités parascolaires en lien avec l'ERE.E .

4.2. Éléments émergents

Éléments pour les milieux d'éducation formelle:

- *Reconnaître que le développement intégral des personnes et des sociétés est tronqué par l'absence d'une dimension écologique de notre rapport au monde;*
- *Centrer l'école et la pédagogie sur l'élève;*
- *Privilégier l'approche des questions socialement vives;*

- *Formaliser les sorties en nature en harmonie avec le programme scolaire et savoir s'appuyer notamment sur les bienfaits du « mode de vie physiquement actif »;*
- *Développer une compétence éthique;*
- *Protéger, maintenir et développer le lien d'attachement à la nature du plus jeune âge à la fin du cursus scolaire;*
- *Favoriser le déploiement de la pédagogie de terrain;*
- *Privilégier le milieu de vie local comme environnement d'apprentissage;*
- *Intégrer à l'éducation à l'écocitoyenneté des compétences relatives aux institutions liées à l'environnement (lois, politiques, BAPE, biens publics/communs tels que l'eau);*
- *Intégrer au parcours universitaire et collégial de tous les domaines un cours d'ERE.E appliqué au domaine d'étude;*
- *Intégrer au parcours au cours de philosophie au collégial les préoccupations éthiques socio-écologiques et écocitoyennes;*
- *Réviser les modes d'évaluation dans une perspective de cohérence (avec le PFEQ) et d'autonomie de l'apprenant en suscitant la réflexion autour de pistes d'amélioration ancrées dans la réalité concrète;*
- *Passer du paradigme du développement durable et de l'éducation au développement durable à celui de l'éducation relative à l'environnement;*
- *Planifier l'applicabilité de la Stratégie nationale aux programmes de formation de l'école primaire, secondaire et de formation aux adultes;*
- *Intégrer un camp nature à la formation;*
- *Outils les enseignants en éducation physique à l'aide de matériel pour faire ce genre de projets ou sorties;*
- *Considérer l'intégration de l'ERE dans la formation technique de la petite enfance;*
- *Diminuer le nombre d'élèves par classe pour permettre une meilleure intégration des compétences transversales comme celle du vivre-ensemble;*
- *Miser sur l'expérience de la philosophie pour enfant; Cours de philosophie pour développer empathie, bienveillance et jugement critique;*
- *Amener chaque établissement à développer des projets ERE/Écocitoyenneté dans la communauté, dans le milieu (avec une orientation de résolution de problème, APP, RA-RPC sauf pour les premiers cycles);*
- *Favoriser les activités éducatives et cours en plein air (modèle Ontario);*
- *Donner une formation en ERE au professionnel et au personnel de soutien en milieu scolaire, comme les services de garde;*
- *Formation en ERE accessibles aux parents d'élèves, aux élus et gestionnaires d'instances éducatives;*
- *Considérer la recherche en milieu collégial;*
- *Mieux comprendre et repérer les mécanismes psychologiques du déni face aux multiples crises annoncées (société, climat, environnement) et mener des projets pour combattre cette problématique dans toutes les sphères de l'éducation;*

- *Mener des études de cas d'enseignant(e)s qui intègrent l'éducation à l'ÉRE dans leurs programmes;*
- *Revaloriser le rôle de l'enseignant dans notre société. Cibler et informer les membres de la communauté éducative de leur rôle –et responsabilité– dans l'éducation des jeunes.*

Arguments pour les milieux d'éducation formelle:

- *Les enseignants qui participent aux projets d'ERE en apprennent souvent autant que les élèves;*
- *Les activités de plein air dans les écoles favorise la protection parce qu'on protège ce que l'on aime;*
- *L'attachement envers la nature et ses beautés amènent les éducateurs à élargir l'éventail des représentations de l'environnement;*
- *Les enfants en action et en relation avec les milieux naturels se créent des souvenirs et des symboles forts, tout en se construisant une « personnalité sensible à ces espaces »;*
- *Permet de combler le « déficit-nature »;*
- *L'avènement d'une toute nouvelle représentation de l'école en tant que telle pour certains élèves (passant de «l'école-épreuve» à «l'école-chemin») permet de favoriser une nouvelle motivation pour l'élève;*
- *La co-formation permet la formation continue à peu de frais;*
- *L'ERE est un réel projet de vie prenant la forme d'un processus en constante évolution;*
- *L'espace et l'environnement d'apprentissage sont cruciaux pour le développement de l'enfant;*
- *Un lieu créatif, beau et inspirant donne le goût d'y passer du temps et favorise un meilleur apprentissage;*
- *La qualité de l'environnement jouerait sur la créativité;*
- *Le modèle de la recherche-action a été expérimenté et validé avec succès aux trois ordres d'enseignement. Il répond à un besoin de société, soit d'impliquer les citoyens acteurs dans la prise de décision dans, pour et avec leur milieu;*
- *Le MELS reconnaît officiellement le cours Éducation à l'Environnement et à la Citoyenneté pour l'obtention de deux unités pour les élèves du secondaire (une*

unité=25 heures d'application). Le modèle de la recherche-action est l'outil privilégié pour réussir ce cours.

Éléments pour les milieux d'éducation non formelle:

- *Promouvoir les initiatives structurantes déjà existantes et qui ont déjà pignon sur rue dans les écoles et en partenariat avec le milieu (ex. PAJE, les CACE au collégial, Cégep Vert, responsables environnement, etc.);*
- *Développer l'instauration de congés d'écocitoyenneté (milieux de travail);*
- *Offrir une formation en ERE obligatoire pour les animateurs de camps;*
- *Assujettir les institutions publiques à l'application/mise en œuvre de la Loi sur le DD;*
- *Intégrer une éducation à l'écocitoyenneté qui favorise le développement de compétences relatives aux institutions liées à l'environnement (lois, politiques, BAPE, biens publics/commun tels que l'eau).*

Arguments pour les milieux d'éducation non formelle:

- *Les groupes écologistes offrent également de nombreuses formations de type "Éducation populaire autonome", ils sont donc des acteurs essentiels dans leur localité (municipal) et pourraient être des agents aidants pour les CPE et les écoles primaires et secondaires; « L'éducation n'est plus perçue comme la responsabilité unique des institutions éducatives, mais elle engage la société dans son ensemble, ses divers acteurs et organismes, qui partagent leurs ressources en complémentarité, formant ainsi une société éducative (Antikainen et al., 1996; Ranson, 1994; Faure, 1972; Schön,1971). » Dans Orellana (2006);*
- *Le financement à la mission permet une meilleure pérennité et protège des décisions partisans qui affectent le financement par projet;*
- *Les groupes communautaires écologistes sont des vecteurs d'attachement à la nature et d'implication sociale;*
- *Pour décloisonner l'apprentissage et le bonifier : « L'environnement est un objet complexe qui requiert un regard enrichi à la convergence de divers champs de savoir et d'expérience. » Orellana (2006);*

- *Le développement des compétences écocitoyennes favorise la protection de l'environnement et la participation démocratique (ou la démocratie participative) reliée notamment aux processus de consultation (voir énoncé de vision du BAPE).*

5. OBSERVATIONS

Les premières observations visent à rappeler les énoncés de la proposition de Stratégie qui ont eu une plus grande résonance pour les participants et participantes du Sommet.

Tout d'abord, il faut noter l'importance que prend pour plusieurs, la nécessité de favoriser le développement du lien d'attachement des personnes et de notre société à la nature. Pour plusieurs, l'enfance et la petite enfance seraient des périodes à privilégier pour le développement de cette relation sans toutefois que les autres âges de l'apprentissage soient négligés. Il semble qu'en contexte formel, une majorité de personnes s'entendent pour souligner qu'un enjeu majeur est celui de la formation initiale et la cohérence de celle-ci avec un programme de formation de l'école québécoise et un cadre évaluatif qui intègrent adéquatement une éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté. Ensuite, la reconnaissance de la complémentarité des secteurs de l'éducation formelle et non formelle amène à privilégier un soutien permanent aux organisations du secteur non formel, par le biais d'un financement statutaire à la mission qui contribue à la diversité des initiatives éducatives tout en favorisant l'autonomie politique de l'action.

Les observations qui suivent présentent d'abord les ajouts suggérés à la proposition de *Stratégie nationale* puis quelques considérations pour la mise en œuvre et le déploiement de la *Stratégie*.

5.1. Ajouts suggérés à la proposition de Stratégie nationale

Quelques panélistes, certains échanges entre participants et participantes et quelques mémoires ont mis en évidence l'importance le **lien d'attachement à la nature**. La proposition de *Stratégie* aborde « l'appartenance à la trame de vie » et le « rapport ontogénique à la nature », mais il n'y est pas proprement question de *l'attachement*, comme élément de la **dimension affective du rapport à l'environnement**. En ce sens, on note également plusieurs suggestions allant dans le sens d'une **éducation à la beauté** du monde, de la nature, du vivant répondant à ce que, par exemple, Camil Bouchard nommait la « crise esthétique qui empêche de percevoir ce qui est beau, ce qui est bon. » Sans nier la pertinence de cette éducation à tous les âges, il semble pour plusieurs que **l'enfance et la petite enfance**

devraient faire l'objet de considérations particulières au sein de la proposition de *Stratégie*. En ce sens, **privilégier le recours aux pédagogies du jeu et de l'imaginaire** que certains commentaires suggèrent semble particulièrement pertinent tant pour stimuler la créativité des jeunes et des moins jeunes que pour concevoir d'autres modes de relation à l'environnement.

Comme il a été question à plusieurs reprises de la nécessité d'une cohérence entre les milieux formels et non formels, et en lien avec la diversité des publics visés par la proposition, il serait important de ne pas oublier **l'éducation des adultes** du secteur formel de même que **l'éducation populaire** dans les milieux non formels.

Un autre ajout à la proposition de Stratégie pourrait être de **mieux définir les « profils de sortie »** désirés à chaque étape du parcours académique qui traversent le texte et s'assurer de la **cohérence des cadres évaluatifs**, au-delà du bagage de connaissances accumulées.

En ce qui a trait à l'action concertée entre les différents ministères concernés, on a suggéré **l'intégration d'une dimension éducative à la mission de chaque ministère** pour contrer l'économisme actuellement transversal à l'appareil gouvernemental. La transversalité éducative devrait aussi être un enjeu à considérer de même que la transversalité de la relation à l'environnement et à l'écocitoyenneté au-delà de la prescription du développement durable.

Des réflexions invitent également à repenser l'éducation au Québec dans son ensemble puisque l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté ne constitue pas un ajout disciplinaire, mais l'intégration d'une dimension transversale de l'éducation fondamentale. Ainsi certaines suggestions se rejoignent pour favoriser la centration ? **de l'éducation sur l'apprenant dans son milieu, ce** qui permettrait de mieux tenir compte du développement intégral (cognitif et affectif) de la personne à travers le développement de compétences (dont les **compétences critique, éthique et politique**), Il importe aussi de favoriser à cet effet la synergie entre les différents acteurs de la communauté éducative (personnel de l'éducation, parents, autres acteurs de la communauté).

En ce sens, certains avis suggèrent d'apporter des **précisions concernant les rôles et les compétences professionnelles de différents intervenants** des milieux de l'éducation formelle (notamment les **parents**, mais aussi les animateurs, psychoéducateurs, direction, éducatrices, **gestionnaires**, etc.) voire même sensibiliser l'ensemble des acteurs de la communauté à leur rôle dans l'éducation des jeunes et moins jeunes.

Afin de soutenir les apprentissages dans le milieu, des suggestions proposent d'ailleurs la **création de classes extérieures**, la **planification de l'accès à des milieux**

naturels de proximité et l'engagement à **soutenir le développement de projets éducatifs d'école ou de volets axés sur l'environnement.**

Sur le plan de la recherche, des suggestions engagent à considérer les apports de **la recherche provenant du milieu collégial** et éventuellement à préciser certains axes.

Finalement, à quelques reprises il a été question de poursuivre le développement de l'argumentaire appuyant la pertinence d'une Stratégie nationale.

En ce sens, certains commentaires indiquent que l'appui des organisations en fonction de leur mission favorise le développement de niches d'interventions complémentaires (dans une certaine écologie de l'action communautaire en matière d'environnement et d'éducation relative à l'environnement). Or, plusieurs ont rappelé que **la réduction des visées socio-écologiques à celles du développement durable** pour l'octroi de financement vient mettre en concurrence les ONG/OBNL en privilégiant les projets dont les finalités s'accordent à ce concept, forçant ainsi une dynamique politique qui privilégie la compétition inter-organisation pour l'obtention de subventions plutôt que la complémentarité de l'action, le partage des ressources et la coopération pour le bien commun.

5.2. Autres éléments observés

Tout d'abord, la nécessité de considérer la valeur du rassemblement que constitue le Sommet actuel pour lancer un appel à l'auto-organisation : « la solution, c'est nous » disait un participant. On a aussi proposé qu'au-delà d'un rapport à déposer, la poursuite de la mobilisation devrait venir augmenter le rapport de force politique : « nous sommes le pouvoir ». Ainsi, il sera impératif de penser à rallier aussi au-delà des participants du Sommet (voir appel à la diversité pendant le 4^e panel, [p.18](#)) ; penser aussi l'inclusion de la diversité (âge, culture, genre, etc.) tout en respectant la proximité (*bottom-up*) et notre authenticité (valeurs).

Plusieurs commentaires ont aussi été formulés en faveur d'une lutte contre l'idéologie de performance provenant du secteur privé et propulsée par le gouvernement menant à différentes formes de discriminations dans le système éducatif formel comme l'a signalé

le Conseil supérieur de l'éducation en septembre 2016,³ mais également au sein des organisations des milieux non formels et entre celles-ci. Comme le mentionnait André Beauchamp en conclusion: il faut renverser les forces « qui minent la société [et l'environnement] par en dessous. »

Certaines tensions semblent néanmoins exister entre ces enjeux et d'autres de l'ordre de la communication de la démarche. À plusieurs reprises il a été question de bien réfléchir aux enjeux de communication pour favoriser la compréhension des motifs qui sous-tendent la proposition de Stratégie nationale, l'adhésion d'une pluralité d'acteurs à celle-ci et son cheminement au sein de l'appareil gouvernemental. Plusieurs commentaires suggéraient en ce sens de développer l'aspect « marketing » du message que porte la proposition et de réfléchir au langage à privilégier. On a aussi mentionné qu'il serait important de trouver des porte-paroles inspirants et de contribuer à la construction d'espaces politiques ouverts aux compromis qui permettront de faire cheminer la proposition de Stratégie.

Une tension similaire peut être observée entre les suggestions de compromis à considérer pour « effectuer des gains » et l'importance que peut prendre pour plusieurs l'authenticité et le respect des fondements de la proposition de Stratégie (et des valeurs des partenaires qu'on y retrouve). Cette tension s'observe aussi entre l'intérêt pour la formulation d'une proposition de Stratégie dans des termes accessibles, vulgarisés ou socialement plus acceptés et la portée transformatrice de la proposition et de sa communication. On remarque à titre d'exemple, la promotion d'une éducation trop souvent limitée aux « petits gestes » qui sous-tend implicitement une conception plus individualiste de la société et qui contribue à une certaine dépolitisation des enjeux socio-écologiques en négligeant la dimension sociale de la construction publique du problème⁴, en transférant le poids de la transformation sociale sur l'individu et en réduisant l'action collective à la somme des actions citoyennes individuelles techniques, marchandes ou morales.

³ Conseil supérieur de l'éducation (2016). Remettre le cap sur l'équité. Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014-2016.

⁴ Une éducation limitée « aux petits gestes » et aux changements de comportements individuels, détourne l'attention des causes structurelles qui créent et alimentent les problématiques socioécologiques. L'éducation relative à l'environnement aspire plutôt à l'émancipation des personnes et des groupes sociaux en leur permettant de « sortir » - sans les nier - des problématiques strictement techniques, marchandes ou morales, qui, en définitive, ont peu de prise sur les enjeux socioécologiques.

En conclusion du Sommet, monsieur Beauchamp nous rappelait, comme Camil Bouchard l'avait fait la veille, que depuis trop longtemps, des acteurs s'acharnent à miner la solidarité sociale au profit des plus nantis et que c'est bien cette force qu'il s'agit aujourd'hui de renverser. En ce sens, en appelant à l'auto-organisation et au ralliement, les acteurs réunis au Sommet pourraient constituer un noyau de mobilisation pour faire cheminer les propositions pour une Stratégie nationale d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté.

6. LISTE DES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

Nom	Prénom	Titre	Rattachement
Agundez-R.	Adolfo	Chercheur postdoctoral	Université de Sherbrooke
Albert	Katrina	Administratrice du CA	Regroupement des Éco-Quartiers de Mtl
Anderson	Indiana	Étudiante	CSDM (Joseph-François-Perreault)
April	Renée	Conseillère pédagogique en sciences (secondaire)	Commission scolaire de Montréal (CSDM)
Beauchamp	André	Éthicien	
Beauchemin	Éric	directeur général	Association des camps du Québec
Beauchemin	Mario	3 ^e vice-président	CSQ (FSE, FPPE, FEC)
Benzid	Lila	Étudiante	Centr'ERE (UQAM)
Boileau	Mylaine	Enseignante de science et technologie	Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSH)
Boisvert	Catherine	Vice-présidente pour l'enseignement de la Géographie et du Monde contemporain	Association québécoise pour l'enseignement en Univers social (AQEUS)
Bouchard	Camil	Professeur	Université du Québec à Montréal (UQAM)
Boulay	Émilie	Étudiante	Centr'ERE (UQAM)
Bradley	John	Organisateur communautaire	Pointe-St-Charles
Brière	Laurence	Ph.D., Chargée de cours	Université du Québec à Montréal (UQAM)
Brophy	Michael	Co-coordonnateur	GRIP-UQAM
Chalumeau	Delphine	Chargée de projet	GRAME
Champoux	Pierre-André	Conseiller politique	FAE
Chapman	Matthew	Conférencier	Action-Climat
Charest	Sonya	Agente de programme	Espace pour la vie
Charland	Patrick	Professeur	Université du Québec à Montréal (UQAM)
Chartrand	Pierre	Directeur services éducatifs	Commission scolaire de Montréal (CSDM)
Chatelain	Martine	Présidente	Eau Secours
Clermont	Amdré	Doctorant	UQAM
Cohen	Natasha	Professeure-associée	Université Concordia
Couture	Patrick	Coordonnateur	Partenariat action jeunesse en environnement (PAJE)

Delisle-Thibeault	Geneviève	Coordonnatrice	Forêt d'Arden
Di Cesare	Caroline	Parent fondatrice	École Charles-Lemoyne
Dugré	Geneviève	Bénévole	RQGE
Faber	Marie-Noël	Consultante	Biodôme/Espace pour la vie
Gauthier	Catherine	directrice générale	ENJEU
Genest	Barbara	Fondatrice	Québec'ERE
Gervais	Sylvie	Présidente	Coopérative de solidarité Enfant nature (petite enfance)
Gousse-Lessard	Anne-Sophie	Ph.D., Chargée de cours	Université du Québec à Montréal (UQAM)
Grégoire	Isabelle	Responsable des programmes en ERE;	Fiducie foncière du Mont Pinnacle (FFMP)
Jouhet	Simon	Agent – Service des conférences	Équiterre
Labbé	Isabelle	Comité SSE-FEESP	Fédération des employées et employés de services publics – Soutien scolaire (CSN)
Labonté	Pascal	Technicien environnement	Cégep Ahuntsic
Lafitte	Jérôme	Doctorant	Centr'ERE
Lalande	Francine	Ing.F. Coordonnatrice du Forum science environnement et Rafale	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Lalonde	Albert	Étudiant	Commission scolaire de Montréal (CSDM)
Laplante	Stéphane	Technicien	Cégep du Collège Maisonneuve
Lapointe	Stéphane	Président	Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP-CSQ)
Laroche	Roger	Conseiller pédagogique en environnement	Commission scolaire de Laval (CSDL)
Laroche	Éric	Secrétariat, Conseiller au mouvement EVB-CSQ	Réseau des écoles associées de l'UNESCO
Larose	Valérie	Éco-conseillère	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
Lavoie	Denis	Chargé d'affaires	Association québécoise des interprètes du patrimoine
Leboeuf	Michèle	Directrice	1,2,3,go ! Limoilou
Lefebvre	Lyne	Professeure	UQAM
Levert	France	Présidente	Réseau québécois des femmes en environnement
Levert	Chantale	coordonnatrice	RQGE
Loeub	Emmanuel	Enseignant	Cégep du Collège Maisonneuve
Lopez	Karen	Documentariste	Université du Québec à Montréal (UQAM)

Mailhot,	Robert	Secrétaire et registraire d'Option nationale,	Option Nationale
Marcoux	Carole	Conseillère pédagogique en éducation relative à l'environnement	Commission scolaire de Montréal (CSDM)
Marton	Bertille	Citoyenne	
Mathieu,	Andrée	Ancienne rédactrice au cabinet du Premier ministre du Québec, enseignante et auteure du livre <i>L'art d'imiter la nature : le biomimétisme</i>	Option Nationale
Mercille	Benoit	Directeur général	Fondation Monique-Fitz-Back
Montpetit	Nicolas	Directeur	Regroupement des Éco-Quartiers de Montréal
Morand	Louise	Chargée de cours	Université du Québec à Montréal (UQAM)
Nacher	Maria	Responsable des programmes scolaires	Les Amis de la Montagne
Nadeau-Dubois	Gabriel	Conférencier	<i>Faut qu'on s'parle</i>
Noël	Marie-Odile	Coordonnatrice d'activités en loisirs scientifiques	Biodôme/Espace pour la vie
Normand	Gabrielle	Directrice générale	Guepe et AQIP
Paris	Yves	Directeur services éducatifs	Biodôme/Espace pour la vie
Planet	Marie-Claire	Responsable des programmes en ERE; Présidente	Fiducie foncière de la Vallée Ruitier
Potwora	Franck	AVSEC	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB)
Ribaux	Sidney	Cofondateur et directeur général;	Équiterre
Ricard	Caroline	Étudiante à la maîtrise	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
Richard	Éric	Directeur de l'éducation et de la conservation	Amis de la Montagne
Rivard	Julien	Étudiant	Commission scolaire de Montréal (CSDM)
Robitaille	Jean	Conseiller	EVB
Robitaille	Christine	Biologiste, Direction de la mise en valeur de la faune et éducation, Secteur de la faune et des parcs	Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs
Saucier	Jacques	Retraité	Comité-conseil en éducation pour un avenir viable
Sauvé	Lucie	Professeure	Centr'ERE (UQAM)
St-Arnaud	Marie	Chercheure et chargée de cours	Centr'ERE (UQAM)
St-Denis	Jean	Enseignant	Cégep du Collège Maisonneuve
Thorpe	Colleen	Chargée de projet, développement durable	Équiterre
Toramanian	Jacqueline	Retraîtée de l'enseignement	Association des retraités de l'enseignement du Québec (AREQ)

Touchette	Richard	Directeur – Partenariats et projets spéciaux	OXFAM-Québec
Tousignant	Élise	Directrice	Collège de Rosemont
Turcotte	Michel	Directeur adjoint au Service des ressources éducatives	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB)
Vanlandeghem	Huguette	Conseillère pédagogique	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB)
Vézina	Dominic	Conseiller stratégique	INM
Villemagne	Carine	Professeure	Université de Sherbrooke
Waridel	Laure	Conférencière	CIRODD

Entre autres invités absents :

L'Association professionnelle des animatrices et animateurs de vie spirituelle et d'engagement communautaire du Québec (APAVEC), le Conseil en éducation des Premières Nations, le Conseil supérieur de l'éducation, le Comité interministériel sur l'harmonisation des activités éducatives, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le Secrétariat à la jeunesse, la Société des établissements de plein air du Québec, Réseau des écoles publiques alternatives (REPAQ), les étudiants et commissaires de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) et de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI), la Fédération de parents du Québec, les chercheur.e.s du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE-UQ), le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), la Chaire de leadership en enseignement des sciences et développement durable (U. Laval), des chercheurs l'Université McGill, de l'Université de Montréal, de l'UQAR, de l'UQAT, de l'UQAC, de l'UQTR.

7. SUIVIS ANNONCÉS

- Présentation de la démarche au 6^e Forum Planète'ERE
- Circulation de la version retravaillée de la proposition de Stratégie nationale
- Publication des travaux de recherche sous forme de cahiers de recherche

8. ANNEXES

Annexe 1

Quelques mots d'encouragement
Sommet sur l'éducation en matière
d'environnement et d'écocitoyenneté
André Beauchamp
2017/03/23

En me faisant l'honneur de m'inviter à venir à votre sommet sur l'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté, madame Lucie Sauvé m'a écrit : « Vous avez joué un rôle clé pour l'essor de ce champ d'action éducative ». On comprendra que je n'aie pu résister à un tel hommage et que, comme le corbeau de la fable, j'ouvre un large bec pour faire ma prestation.

Mon exposé comprendra deux parties, la première sur le contexte que j'ai connu en 1978-79 quand je me suis intéressé à l'éducation relative à l'environnement, la seconde sur ce que je perçois comme les priorités à retenir.

1 - Petit rappel historique

En 1977, le ministre délégué à l'Environnement (il n'y avait pas encore de ministre de l'Environnement au Québec, mais des Services de protection de l'Environnement : les SPE), monsieur Marcel Léger m'a approché pour que j'explore les voies que pourraient prendre les Services de protection de l'Environnement dans le secteur de l'éducation. De formation, je suis théologien. Mais j'œuvrais en éducation des adultes depuis plusieurs années déjà et j'étais très impliqué dans les débats sociaux et politiques du temps. Faut-il rappeler mai 68, la crise d'octobre en 70, la conférence de Stockholm en 1972? Ma grille d'analyse était sociale et je ne connaissais rien à l'écologie. En quelques mois, j'ai donc appris les concepts de base de l'environnement et de l'écologie ainsi que le fonctionnement des Services de protection de l'Environnement. Puis je suis allé voir les acteurs sur le terrain, des professeurs, des experts, des fonctionnaires, des animateurs de centres écologiques et d'interprétation de la nature. Au Québec, il y avait peu d'écrits sur la question, mais les récits d'expériences aux États-Unis étaient nombreux. En Ontario, au Manitoba, en Alberta, il y avait beaucoup d'expériences de biologistes sur le terrain qui amenaient les enfants faire des tournées. Le concept prenait forme dans des domaines très diversifiés. Pour l'opinion publique, l'environnement se revêtait d'exotisme, de beauté, de nature pure. On disait pour s'en moquer : des fleurs et des petits oiseaux. J'«avais la certitude qu'il s'agissait de quelque chose d'autrement plus important.

Par bonheur la conférence de Tbilissi (14-26 octobre 1977) insistait sur les problèmes de pauvreté et donc sur la mobilisation des citoyens pour la défense de l'environnement. C'était l'ère de la décolonisation et on n'avait pas peur alors de parler des questions de justice. Le marché n'occupait pas tout l'espace du discours.

Féru du rapport Faure (Apprendre à être, 1972), je percevais l'éducation selon trois axes : des savoirs, des savoir-faire, des savoir-être : la connaissance, l'action, les valeurs. Je n'ai pas recommandé au ministre délégué à l'Environnement de mettre sur pied une équipe d'enseignants en écologie. Je ne voulais d'aucune manière que les SPE concurrencent le ministère de l'Éducation sur son terrain. Cela aurait fait surgir des conflits entre ministères. Et l'arrivée d'experts aurait aussi déresponsabilisé les éducateurs. J'ai plutôt recommandé la création d'une très petite équipe (le module d'éducation relative à l'environnement) avec pour mandat, non pas de faire l'acte pédagogique à la place des professeurs, mais de sensibiliser les éducateurs à l'environnement et tout le milieu à l'éducation relative à l'environnement. Deux pistes étaient disponibles : un enseignement formel en écologie à inscrire dans la maquette pédagogique et une intégration transversale des questions écologiques dans les différentes matières enseignées. J'ai dirigé le module quelques mois, mais ce sont mes collègues Serge Courville, Marcel Harnois, Claude Cloutier, Jean-Noël Vigneault qui ont fait le travail. Ils ont mobilisé le milieu, assuré la concertation, produit des instruments. En peu d'années, le Québec est devenu un leader en éducation relative à l'environnement. Je voudrais saluer quelques artisans de l'époque en plus de ceux que j'ai mentionnés : Jean-Benoît Bundock, Michel Maldague, Pierre Dansereau, Jean-Guy Vaillancourt, Monique Fitz-Back, Normand Maurice, Claude Villeneuve, Jean Robitaille et d'autres dont j'oublie le nom. Et bien sûr, à un titre éminent, madame Lucie Sauvé. Je pense aussi à la contribution de la CEQ qui a tant soutenu le développement de l'ERE au Québec.

2 – Quelques priorités?

À partir de 1980, j'ai cessé d'œuvrer en éducation relative à l'environnement. Après avoir été secrétaire général du ministère, chef de cabinet du ministre puis président du BAPE, j'ai surtout travaillé dans le domaine de la consultation publique, de la résolution de conflits, de la concertation.

Les années 70 et 80 ont été assez glorieuses pour l'environnement. Malgré la crise économique de 1982, il y avait un enthousiasme formidable et l'opinion publique se mobilisait. Pensons au Rapport Brundtland en 1987, au Plan vert du gouvernement fédéral en 1991, au Réseau écologique canadien, à la Conférence de Rio en 1992, à l'immense effort déployé pour mettre en place du plan d'action pour le développement durable (Agenda 21). Depuis 15 ans, le vent a complètement viré. Les gouvernements se sont effondrés. La mondialisation, la dérèglementation, la globalisation sont devenues les mots fétiches de la politique. Le système financier (je ne dis pas le système économique : il n'y a plus d'économie, il n'y a plus que des calculs financiers à court terme, ce que l'on appelait autrefois la chrématistique) a

pris le pas sur le système politique. Nous assistons à une course effrénée à la consommation, à la destruction des ressources naturelles : l'eau, les forêts tropicales, le pétrole, le gaz (de schiste), les ressources minières. C'est un véritable délire. Le paradigme technocratique a pris le pouvoir.

Par exemple au Québec depuis près de 40 ans, l'analyse des projets passe par un examen serré de l'ensemble des considérants écologiques, sociaux et économiques à travers la procédure du BAPE. Le gouvernement veut restreindre le BAPE à l'analyse écologique (les fleurs et les petits oiseaux) et procéder à l'analyse économique (en réalité financière) par un autre processus. C'est revenir à une conception de l'environnement d'avant la Conférence de Stockholm en 1972. Quarante-cinq ans de recul. Et pas un intellectuel ne proteste.

On a l'impression qu'il n'y a plus de citoyens. Il n'y a plus que des consommateurs. Il n'y a plus de débat, mais des sautes d'humeur sur des réseaux sociaux sélectifs.

Je ne sais pas comment faire. Je suis trop vieux, trop fatigué. Il faut reprendre la lutte. Je donne trois pistes :

- Il faut d'abord réapprendre à argumenter de manière systématique et rigoureuse. Le président Trump évoque les faits alternatifs. Qu'est-ce que la vérité? Ce qui me plaît, ou ce que je découvre après l'âpre recherche du savoir? Il faut fermer l'ordinateur, arrêter les [copier-coller] et recommencer à débattre. Débattre ce n'est pas prendre un slogan tout fait sur le web. C'est s'obliger à penser par soi-même, puis à dire sa pensée dans un langage rigoureux.
- Deuxièmement, il faut oser aborder les problèmes réels du milieu, voir le local d'abord dans une perspective systémique, holistique et donc globale. On appelait cela le « glocal », il me semble. Penser globalement, agir localement, comme disait René Dubos. Il n'est pas nécessaire d'évoquer tout ce qui cloche : il suffit de prendre un élément et le suivre à la trace : la question des déchets, le transport, le paysage, l'eau. Alors et alors seulement on comprend le système et sa logique. C'est précisément cela l'écologie : la science des relations que les vivants tissent entre eux et avec le milieu.
- Troisièmement, il faut protéger les donneurs d'alerte. Le système policier s'est infiltré jusque dans les réseaux journalistiques et espionne les journalistes et leurs sources. L'expert d'État est muselé et contraint. Les médias pour leur part appartiennent à de grands intérêts financiers et filtrent déjà beaucoup l'information critique. Or le donneur d'alerte est celui dont la conscience explose et qui ose dire ce que veulent cacher les chantres du développement tous azimuts : les risques pour la santé, la détérioration du milieu, la disparition d'espèces. Le donneur d'alerte est essentiel. Bien sûr il faut des codes et des

mesures de prudence. Il ne suffit pas d'être inquiet, nerveux, angoissé. Il faut des faits, des preuves une analyse serrée. Le donneur d'alerte est le prophète de notre temps. Comme l'enfant de la fable, il ose dire que le roi est nu.

Vous êtes des éducateurs. Ne perdez ni l'enthousiasme ni le souffle. L'éducation s'inscrit toujours dans le long terme. Le temps d'aujourd'hui est plus sombre que celui d'hier. Qu'à cela ne tienne. C'est le temps de relever la tête.

Annexe 2

Une compétence à l'enseignement essentielle pour l'éducation du XXI^e siècle

Cette compétence se rattache à la catégorie
« **Contexte social et scolaire** » : Ancrer la formation dans le contexte socio-écologique du milieu de l'élève et du monde contemporain.

Mais elle rejoint aussi la catégorie
« **Acte d'enseigner** » : Favoriser le développement des compétences transversales visées par le programme de formation, toutes liées aux compétences disciplinaires et aux domaines généraux de formation.

Note conceptuelle

1. Énoncé de la compétence

Situer ses interventions pédagogiques et les apprentissages des élèves au regard des réalités écologiques et sociales du milieu pour favoriser la construction d'une vision critique du monde actuel et à venir, et le développement d'une identité et d'un pouvoir-agir écocitoyens.

Cette compétence vise à combler un « angle mort » de l'ensemble des compétences actuellement formulées dans le Référentiel, soit **la prise en compte du contexte socio-écologique et l'ancrage des situations pédagogiques dans les réalités du milieu**. On trouve ici des enjeux de cohérence, de pertinence et de signification de l'acte d'enseigner au cœur de notre monde contemporain :

- la considération du rapport personnel et social à l'environnement – aux réalités socio-écologiques – comme pôle d'interaction essentiel au développement humain;
- la reconnaissance de l'éducation comme creuset de développement d'une écocitoyenneté : une citoyenneté informée, consciente, démocratique, engagée, qui ouvre la « cité » à celle de l'ensemble des systèmes de vie de notre monde partagé;
- plus globalement, la reconnaissance du rôle fondamental de l'éducation pour la transformation personnelle et sociale et la co-création du monde – et non seulement l'adaptation aux réalités actuelles, qu'il importe de mettre à distance critique.

Par ailleurs, la maîtrise de cette compétence implique la pratique de savoir-faire pédagogiques relatifs à l'acte d'enseigner :

- la mise en œuvre de l'interdisciplinarité et de la transversalité favorisant l'ouverture de l'école sur les réalités du milieu et le « vécu des jeunes »;

- le développement chez l'élève des compétences transversales visées dans le programme de formation, dont celles qui sont liées aux domaines généraux de formation.

2. Quelques éléments d'une problématique

Le document *La formation à l'enseignement – Les orientations, les compétences professionnelles* expose d'entrée de jeu (p. 3 à 9) quelques phénomènes qui traversent le système éducatif et la société. Cependant, ce document - qui date de 2001 - ne fait pas référence aux réalités actuelles les plus préoccupantes, soit les enjeux liés aux défis environnementaux et du vivre-ensemble. Il nous apparaît important d'effectuer une mise à jour à cet effet.

Considérant l'importance majeure des problématiques socio-écologiques actuelles et l'urgence de s'engager dans une période de réelle transition, voire de transformation, il importe de soutenir vigoureusement le développement des compétences des enseignants en matière d'éducation relative à l'environnement, considérée comme toute forme d'éducation ayant trait au rapport à l'environnement, soit à l'ensemble des réalités socio-écologiques de nos milieux de vie.

En étroite relation avec le rapport à soi-même (sphère de la construction de l'identité) et avec le rapport aux autres (sphère de la relation d'altérité humaine), il faut reconnaître que le rapport à l'environnement correspond à l'une des trois sphères d'interaction essentielles au développement personnel et social. En p. 35 du document *La formation à l'enseignement*, on retrouve d'ailleurs cette citation de Charlot (1997 : 91) : « Le rapport au savoir est rapport au monde, rapport à soi, rapport aux autres ». Or en l'absence de formation adéquate des enseignants, le rapport au monde est bien souvent le « tiers exclus » des systèmes d'éducation.

L'environnement – ensemble des réalités socio-écologique d'un milieu de vie – n'est pourtant pas qu'un thème à traiter parmi d'autres « éducation à » s'il reste encore du temps; il n'est pas non plus que la contrainte obligée d'un développement que certains souhaitent durable. La trame de l'environnement est celle du réseau de la vie elle-même, à la jonction entre nature et culture, avec ses dimensions historiques, biogéographiques, politiques et autres. L'environnement est le creuset où se forment notre identité, nos relations d'altérité, notre rapport au monde, comme être de nature, vivant parmi les vivants.

Or, notre époque se caractérise par la détérioration croissante des conditions de vie au sein des écosystèmes où s'inscrit notre humanité et cette situation est étroitement lié aux diverses formes d'injustice et de violence socio-écologiques, de même qu'au manque de repères et de signification entraînant les diverses formes de « décrochage », de fuites et de replis. Les questions vives auxquelles nous sommes confrontées font appel à l'engagement d'une citoyenneté informée, critique, vigilante, compétente, bienveillante et créative, en mesure de saisir les enjeux socio-écologiques et de se mettre en action. S'appuyant sur le développement d'une « identité écologique » personnelle et collective (qui implique un questionnement sur notre rapport au monde), il importe de promouvoir

l'avènement d'une écocitoyenneté : la « cité » est ici celle du monde vivant, de la « maison de vie partagée » entre nous les humains et aussi avec les diverses autres formes et systèmes de vie. C'est un lieu d'engagement envers l'équité socio-écologique, la solidarité, la paix entre les humains et avec la nature, où peut se construire l'espoir. C'est un espace de débat démocratique sur le « bien commun » à préserver, à partager; c'est un chantier où inventer ensemble d'autres façons de produire, de consommer, d'habiter nos territoires, de vivre ensemble. C'est ici que se forment les compétences nécessaires pour participer à la prise en charge de nos affaires collectives, contribuant entre autres à la restructuration d'une économie du XXI^e siècle, qui échappe à l'étau de la financiarisation et qui soit en phase avec les dynamiques écologiques de la planète, ancrée dans les territoires de vie et répondant aux besoins fondamentaux des populations, dont celui de se réaliser à travers une existence qui ait un sens, qui soit un projet.

Cependant, malgré les vifs débats sociaux sur la nécessité d'un virage sociétal majeur, l'éducation formelle actuelle n'intègre pas encore adéquatement la dimension *écologique* (*oikos*, maison commune) de notre rapport au monde. Le processus de « construction d'une vision du monde », au cœur du Programme de formation de l'école québécoise, s'en trouve tronqué; il en est de même pour la structuration de l'identité et le développement du pouvoir d'action, qui restent inachevés. L'ouverture de l'école sur son milieu, l'examen des questions vives ou controversées en classe, le déploiement d'une pensée critique, les projets d'action et l'engagement des jeunes comme acteurs au sein de la société figurent parmi les caractéristiques nécessaires d'une école véritablement contemporaine. Or celles-ci n'ont pas encore pénétré la culture scolaire, au-delà d'initiatives innovantes et courageuses d'enseignants ou d'éducateurs convaincus de la pertinence de ces changements, et qui « rament » bien souvent à contre-courant.

On peut déplorer par ailleurs que beaucoup d'enfants, de jeunes, restent isolés de la vie, aspirés entre autres par l'univers virtuel. Le « syndrome du déficit-nature » est pourtant maintenant bien documenté, et il faut reconnaître que les liens à la nature et aux autres sont étroitement imbriqués entre eux. Il s'agit là d'un défi important que doit relever l'éducation contemporaine, actuellement enclose dans ses murs. Le secteur de l'adaptation scolaire est ici concerné de façon particulière.

Il faut aussi considérer le risque de démobilité des jeunes face à une situation critique où ils peuvent aisément se sentir impuissants, exclus des sphères de solution. Or, l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté est axée sur une pédagogie de la mobilisation et de l'espoir. Il importe de considérer l'apport d'une telle dimension éducative pour contrer diverses formes de décrochage et pour favoriser la réussite.

Certes le PFEQ inclut des domaines généraux de formation qui s'inscrivent dans la transversalité et peuvent devenir des creusets d'intégration des apprentissages afférents. Il y a ainsi le domaine « Environnement et consommation » (qui peut être étroitement lié à « Santé et bien-être ») et celui du « Vivre ensemble et citoyenneté ». Cependant, ces apprentissages ne sont pas reliés entre eux (comme le propose le concept d'écocitoyenneté) et ne sont pas balisés. On observe entre autres que l'intégration du domaine général « Environnement et consommation » (qui mériterait d'être renommé et

recadré, de façon à ne pas restreindre le rapport à l'environnement à la seule idée de ressources) dépend essentiellement de l'intérêt personnel des enseignant.e.s.

Les enseignants ne reçoivent en effet que peu de formation initiale concernant les fondements et les pratiques associées à l'interdisciplinarité, à la transversalité, à la pédagogie de projets, à la pédagogie de terrain et autres stratégies qui favorisent l'approche expérientielle, la collaboration et l'intégration critique et créative des savoirs. Malgré toute l'importance des questions vives qui y sont associées, seules de trop rares initiatives de formation portent sur l'éducation relative à l'environnement, incluant la dimension de l'écocitoyenneté.

La préoccupation du rapport à l'environnement n'a pas pénétré les cours de base des baccalauréats en enseignement, comme ceux portant sur les fondements de l'éducation, la sociologie de l'éducation ou la didactique générale ou spécialisée – sauf via certaines fenêtres d'opportunité dans le champ de la didactique des sciences et technologies et de la formation morale en particulier – malgré le fait que toutes les disciplines scolaires soient concernées par le rapport à l'environnement. Cette situation contribue au sentiment d'incompétence fréquemment exprimé par le personnel enseignant à l'égard de l'intégration d'une dimension environnementale (ou socio-écologique) à leur pratique pédagogique.

3. Les composantes de la compétence

Cette section sera complétée, ajustée, organisée et développée dans un deuxième temps, de même que le niveau de maîtrise attendu.

De façon générale, l'enseignant.e devra acquérir et intégrer entre eux les savoirs suivants en vue du développement d'un savoir-agir relatif à la compétence énoncée:

Savoirs

- S'inscrire dans un processus continu de développement d'une culture générale concernant les réalités socio-écologiques de notre monde contemporain, en particulier celles du milieu où s'ancre la pratique enseignante ;
- Saisir la diversité des « visions du monde », des propositions éthiques et des cultures qui fondent la relation à l'environnement, de façon à développer une approche critique de celles-ci et à favoriser des choix éclairés et appropriés au regard du contexte;
- S'approprier la dimension politique du rapport à l'environnement, au sens où « politique » signifie « s'occuper ensemble des choses qui nous concernent tous », de façon à favoriser l'apprentissage de la discussion, du débat rigoureux et démocratique, et à stimuler l'engagement : comprendre pour agir.

Savoir-faire

- Repérer et mettre à contribution les possibilités d'intégration d'une éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté qu'offrent les programmes disciplinaires existants;
- Maîtriser les approches pédagogiques inter et transdisciplinaires permettant faire vivre la dimension transversale du programme de formation ;

- Concevoir des situations pédagogiques qui permettent d'ancrer les apprentissages des élèves dans les réalités de leur milieu de vie (à différentes échelles et niveaux de complexité, selon l'âge des élèves) ;
- Décloisonner les disciplines autour de projets d'apprentissage (scolaires ou communautaires) qui ont une signification pour les jeunes, pour les apprenants ;
- S'ouvrir à la communauté dans laquelle s'inscrit l'école ; savoir créer des liens de collaboration ;
- Favoriser l'expérience fréquente et signifiante du rapport à la nature;
- Inciter au dialogue et à la mobilisation des savoirs ; valoriser la complémentarité des divers modes d'appréhension du monde.
- Accorder une importance particulière au développement de la pensée critique, incluant l'approche critique des cadres de référence pris pour acquis.
- Aborder une diversité de propositions éthiques et engager la discussion à propos de celles-ci. Favoriser l'ouverture à une diversité de « visions du monde », de cultures qui fondent la relation à l'environnement;
- Savoir analyser et clarifier les différents systèmes de valeurs (dont le sien) qui sous-tendent les discours et les pratiques; Savoir accompagner l'élève dans une telle démarche d'analyse et de clarification des valeurs;
- Stimuler la créativité, en lien avec la célébration artistique du monde vivant et aussi avec le développement de compétences favorables à l'innovation écosociale. Stimuler l'imaginaire pour concevoir d'autres modes de rapport à l'environnement ;
- Stimuler l'apprentissage coopératif/collaboratif pour favoriser une meilleure appréhension critique des réalités socio-écologiques. Valoriser l'intelligence collective et plus encore, l'intelligence citoyenne appliquée aux questions relatives au bien commun;
- Aborder la dimension politique du rapport à l'environnement, au sens ou « politique » signifie « s'occuper ensemble des choses qui nous concernent tous »; instaurer une dynamique de travail démocratique dans la classe et dans l'école;
- Favoriser chez les élèves l'analyse des situations, l'argumentation, le débat respectueux, la conception et la mise en œuvre de stratégies d'action;

Savoir-être

- Accorder une importance particulière au développement de la pensée critique, incluant l'approche critique des cadres de référence pris pour acquis;
- S'ouvrir à une préoccupation de critique sociale qui considère notamment les enjeux épistémologiques et éthiques de la construction, de la validation et de l'accès au savoir;
- Reconnaître l'importance des dynamiques démocratiques et de collaboration;
- Valoriser et soutenir l'innovation écosociale et pédagogique;
- Fonder sa pratique sur des attitudes de rigueur, de pertinence, de justesse, de scepticisme, de curiosité et sur une capacité à se remettre en question;
- Favoriser la cohérence entre l'être, le discours et l'agir dans un souci d'authenticité et d'intégrité.

Le chantier de la structuration de cette compétence reste donc ouvert. Nous serons attentifs à la réception de cette proposition initiale et nous nous rendrons disponibles à participer aux travaux.

Entre autres, une recension d'écrits pertinents et de résultats de recherche sera fournie.

MAI 2017